

**CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**  
**GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK**

**SEANCE DU 23 MARS 2016**  
**VERGADERING VAN 23 MAART 2016**

**PRÉSENTS-AANWEZIG** : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins-Schepenen; M.-h. Frederic Nimal, Echevin f.f.-Schepenen wnd.; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, Mahinur Ozdemir, M.-h. Abobakre Bouhjar, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, M.-h. Axel Bernard, Mmes-mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mme-mevr. Barbara Trachte, MM.-hh. Bram Gilles, Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

**ABSENTS-AFWEZIG** : Mme-mevr. Cécile Jodogne, MM.-hh. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme-mevr. Filiz Güles, MM.-hh. Yvan de Beaufort, Hasan Koyuncu, Mme-mevr. Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Asma Mettioui, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD** : M.-h. Emin Ozkara, Mme-mevr. Derya Alic, M.-h. Seydi Sag, Mme-mevr. Berrin Saglam, M.-h. Eric Platteau, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**EN DÉBUT DE SÉANCE-İN HET BEGIN VAN DE VERGADERING** : -

**M. Clerfayt**, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 40 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.40 uur** onder voorzitterschap van **mhr. Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **24/02/2016 (18:30)** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **24/02/2016 (18:30)** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

**Madame Mettioui** est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

**Mevrouw Mettioui** is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Monsieur Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

**COMMUNICATIONS - MEDEDELINGEN**

\* \* \* \* \*

Monsieur le Bourgmestre évoque les attentats et demande de respecter une minute de silence en hommage aux victimes -- De Burgemeester verhaalt de aanslagen en vraagt om een minuut stilte te houden ter nagedachtenis van de slachtoffers.

\* \* \* \* \*

\* \* \* \* \*

Monsieur le Bourgmestre relate les activités policières qui ont eu lieu dans des quartiers divers de Schaerbeek -- De Burgemeester geeft een verslag van de politieactiviteiten die plaats hadden in diverse wijken van Schaerbeek.

\* \* \* \* \*

## **SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING**

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESCRETARIS

**Assemblées -- Vergaderingen**

**SP 1.- Procès-verbal du Conseil précédent - Approbation -- Notulen van de vorige gemeenteraad - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

**SP 2.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \* Motion concernant le maintien des six zones de police bruxelloises -- \* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \* Motie voor het behoud van de zes Brusselse politiezones**

Ce point a été reporté. -- Dit punt wordt uitgesteld.

**SP 3.- \* \* \* \* \*POINT RETIRE DE L'ORDRE DU JOUR\* \* \* \* \* HYDROBRU - Projet de modifications des statuts sociaux -- \* \* \* \* \*PUNT INGETROKKEN VAN DE AGENDA\* \* \* \* \* HYDROBRU - Ontwerp tot wijziging van de statuten.**

Ce point est retiré de l'ordre du jour -- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

FINANCES -- FINANCIËN

**Contrôle et stratégie -- Controle en strategie**

**SP 4.- Règlement relatif aux subventions communales - Approbation -- Reglement betreffende de gemeentelijke toelagen - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant la décision du Conseil communal du 25 juin 2014

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevin du 08 mars 2016;

DECIDE :

D'approuver le nouveau règlement comme suit

**Règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle des subventions communales.**

**Titre I : Dispositions générales**

**Article 1**

Le règlement s'applique à toute subvention accordée par l'Administration communale de Schaerbeek

Le règlement ne s'applique pas dans le cadre de subventions qu'une disposition légale met obligatoirement à charge du budget communal.

## **Article 2**

Par subvention, on entend toute contribution, tout avantage, direct ou indirect, en ce compris toute aide ou toute donation quelle qu'en soit la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêt, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, à l'exclusion des prix décernés aux savants et aux artistes pour leurs œuvres. Le règlement s'applique tant aux subventions directes qu'indirectes (mise à disposition d'un local, de matériel, de personnel, etc.).

## **Article 3**

Le présent règlement est applicable à l'ensemble des subventions communales.

## **Article 4**

Aucun subside direct ne peut être accordé par la commune de Schaerbeek s'il n'est pas inscrit au budget communal.

## **Article 5**

Aucun subside indirect ou avantage en nature ne peut être accordé par la commune de Schaerbeek sauf si ce dernier est prévu dans une convention ou a fait l'objet d'une décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek.

## **Article 6**

Les enveloppes budgétaires et les subsides non nominatifs au budget doivent faire l'objet d'une décision du Conseil communal de Schaerbeek répartissant nominativement l'enveloppe budgétaire des subsides non nominatifs et être octroyés au plus tard au mois d'octobre de l'année à laquelle ils se rapportent. Les services communaux en charge des subsides non nominatifs devront fournir, lors de leurs propositions de répartition de l'enveloppe budgétaire de subsides, une explication objective ayant servi de base à cette répartition.

## **Article 7**

La commune appliquera des règles différentes de contrôle (Titre V du présent règlement) selon les critères suivants :

- les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 4.000,00 € par an
- les enveloppes de subsides non nominatifs au budget communal d'une valeur supérieure à 4.000,00 € par an;
- les subsides nominatifs au budget communal d'une valeur supérieure à 4.000,00 € par an.

## **Titre II : Conditions d'obtention d'un subside**

### **Article 8**

Toute personne physique ou morale peut introduire une demande de subvention. Si la demande émane d'une personne morale, il doit s'agir d'une association de droit privé ou d'une fondation qui ne poursuit pas un but de lucre et est soumise à la loi sur les ASBL et à ses obligations.

Si les demandes émanent de groupements ou d'associations dépourvus de la personnalité juridique, les personnes contractantes sont censées le faire en leur nom personnel et engagent leur propre responsabilité. Les obligations contenues dans le présent règlement seront alors appliquées à leur égard.

Ces groupements ou associations devront en tout temps pouvoir justifier à l'égard de la commune, de l'absence de but de lucre.

De façon générale, tout bénéficiaire d'une subvention doit pouvoir justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une loi ou ordonnance ne l'en dispense.

### **Article 9**

Toute personne, ASBL, association ou fondation souhaitant obtenir une subvention doit impérativement adresser une demande écrite au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek.

1. S'il s'agit d'une demande liée à un projet ponctuel et isolé dans le temps tel que braderie, brocante, fête de quartier, marché unique et spécifique, la demande devra parvenir au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek soixante jours au moins avant la date de l'événement.
2. S'il s'agit d'une demande liée à un projet s'étalant dans le temps, la demande ne pourra porter que sur une année civile et devra parvenir au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek au plus tard pour le 1<sup>er</sup> septembre de l'année qui précède celle pour laquelle la subvention est sollicitée.
3. S'il était impossible de satisfaire à ces délais et que la demande est justifiée par l'urgence ou par une demande du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek, une dérogation aux deux points qui précèdent peut être accordée.

## **Article 10**

La demande de subvention doit comporter :

1. Les coordonnées complètes du demandeur ;
2. Une description du projet ou de la raison pour laquelle la subvention est sollicitée, précisant la période exacte sur laquelle il porte.
3. Le montant de la subvention demandée et la justification de la hauteur de celle-ci.
4. La totalité des documents repris aux articles 22 et 28 du présent règlement pour les ASBL percevant plus de 4.000,00 € par an;
5. Si la subvention est en tout ou en partie non numéraire, le demandeur devra en préciser la nature exacte (prêt de matériel, mise à disposition d'une salle, intervention des services communaux, transport, etc.) afin de permettre d'en estimer le coût réel pour la commune.
6. La justification par le demandeur de la conformité de la subvention à son objet social.

Dans le cadre de projet récurrent (subside de fonctionnement annuel) le demandeur qui sollicite la reconduction d'une subvention qui a été précédemment octroyée pour le même objet doit le faire sous les mêmes formes et délais que la demande initiale mais sans devoir respecter les points 2° et 3° énoncés ci-avant, sauf si le montant de la subvention demandée est majoré au-delà de l'indexation normale.

Le demandeur d'un subside doit attester de manière manuscrite que sa déclaration est sincère et complète.

La personne qui sait (ou doit savoir) que l'association n'a plus droit, en totalité ou en partie, à l'aide financière apporté doit, d'initiative, le déclarer au pouvoir subsidiant.

L'Administration communale de Schaerbeek se réserve le droit dans ce cas de faire appel aux sanctions pénales sévères prévues par le législateur si elle ne s'y astreint pas. (Article 1<sup>er</sup>, Arrête Royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations, M.B. du 1<sup>er</sup> juin 1933)

## **Titre III : Compétence d'attribution**

### **Article 11**

Les règles d'engagement et d'ordonnancement prévues par les normes fédérales, régionales ou communales et les règles en matière financière et de comptabilité de l'état restent intégralement d'application en matière de subventions.

Sans préjudice de ce qui précède, le conseil communal de Schaerbeek est au surplus compétent pour l'attribution de toute subvention.

Il examine la demande en veillant au respect du principe d'égalité de traitement dans ses rapports avec les candidats bénéficiaires d'une subvention ainsi qu'en assurant l'égalité d'accès des citoyens aux activités subventionnées par la Commune de Schaerbeek.

Aucune discrimination de caractère philosophique, idéologique ou linguistique ne pourra être observée dans l'attribution des subventions.

### **Article 12**

La décision d'octroi de subventions doit préciser la nature, l'étendue ainsi que les conditions résolutives d'utilisation de la subvention que le pouvoir subsidiant déterminera selon le cas d'espèce, au regard du but social poursuivi.

Cette décision prévoira, en outre, les justifications supplémentaires qui seront exigées et des délais pour produire les justifications supplémentaires.

## **Titre IV : Obligations légales**

### **Article 13**

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est constitué en ASBL – conformément à la loi sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations du 27 juin 1921 ( M.B., 1<sup>er</sup> juillet 1921 ) modifié par la loi du 2 mai 2002 ( M.B., 11 décembre 2002 ) – l'Administration communale exigera une comptabilité et des comptes annuels établis conformément aux dispositions de l'A.R. du 19 décembre 2003 ( M.B., 30 décembre 2003 ) qui adapte, pour les ASBL, la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises ( M.B., 4 septembre 1975), modifié par l'A.R. du 26 juin 2003 relatif à la comptabilité simplifiée des ASBL ainsi que A.R. du 15 septembre 2006 modifiant certains articles de l'AR du 26 juin 2003 qui classent les ASBL en trois catégories :

- les « Petites » ASBL ;
- les « Grandes » ASBL ;
- les « Très Grandes » ASBL.

La loi différencie les ASBL, association et fondation par les critères suivants :

### Les « Petites ASBL »

Pour qu'une ASBL soit considérée comme une « Petite ASBL » au sens de l'A.R., il ne faut pas que l'ASBL atteigne plus d'un des trois critères ci-dessous :

1. Cinq travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps-plein inscrits au registre du personnel en vertu de l'A.R. n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux ;
2. Un total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée, atteignant un montant de 312.500,00 € ;
3. Un bilan d'un total de 1.249.500,00 €.

l'A.R. permet de tenir une comptabilité simplifiée qui comprend toutes les opérations suivantes :

- les dépenses et les recettes en espèces ;
- les mouvements effectués sur les comptes à vue comparables à des mouvements de caisse ;
- à l'exclusion des comptes à terme qui se retrouvent dans l'inventaire en fin d'exercice ;

### Les « Grandes ASBL »

L'A.R. précise que les ASBL qui atteignent à la date de clôture de l'exercice social, au moins 2 des 3 critères suivants, doivent tenir leur comptabilité et leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises + les adaptations apportées aux obligations par A .R. du 19 décembre 2003 :

1. Cinq travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps-plein inscrits au registre du personnel en vertu de l'A.R. n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux ;
2. Un total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée, atteignant un montant de 312.500,00 € ;
3. Un bilan d'un total de 1.249.500,00 €.

### Les « Très grandes ASBL »

L'A.R. précise que si elles atteignent à la date de clôture de l'exercice social, soit :

- la moyenne annuelle du nombre de travailleurs occupés, exprimé en équivalents temps-plein, excède 100 personnes
- soit, l'ASBL dépasse au moins 2 des 3 critères suivants,
  1. Cinquante travailleurs, en moyenne annuelle, exprimés en équivalents temps-plein inscrits au registre du personnel en vertu de l'A.R. n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux;
  2. Un total des recettes, autres qu'exceptionnelles, hors taxe sur la valeur ajoutée, atteignant un montant de 7.300.000,00 € ;
  3. Un bilan d'un total de 3.650.000,00 €.

Les « Grandes » et « Très Grandes » ASBL doivent tenir leur comptabilité et leurs comptes annuels conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises et les adaptations apportées aux obligations par l'A. R. du 19 décembre 2003.

De plus, l'A.R. précise que pour les « Très Grandes ASBL » il faut confier à un ou plusieurs commissaires, dont au moins un doit être un réviseur d'entreprise, le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts les opérations à constater dans les comptes annuels.

### **Article 14**

Toutes les ASBL, associations et fondations (y compris les petites) qui occupent en moyenne au moins 20 personnes en équivalents temps-plein (ETP) doivent remplir un bilan social. Celui-ci fait partie intégrante des modèles normalisés (complet et abrégé) de comptes annuels pour ASBL, associations et fondations.

### **Titre V : Modalités de contrôle de la subvention :**

#### **Chapitre 1 : Règles applicables pour toutes les subventions :**

#### **Article 15**

Sauf urgence nécessitée par le principe du bon fonctionnement des services communaux et dans les cas prévus aux articles 16 à 19, la commune de Schaerbeek s'interdit toute ingérence dans la gestion des subventions qu'elle octroie. Par conséquence, elle vérifie si les subventions sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées.

#### **Article 16**

Tout bénéficiaire d'une subvention doit l'utiliser aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

L'Autorité communale peut exiger tout document utile en vue de justifier l'utilisation de la subvention et a le droit de procéder à un contrôle sur place de l'emploi de la subvention octroyée par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek.

L'Autorité communale pourra exercer ce droit de contrôle auprès des bénéficiaires qui ont reçu la subvention d'une personne physique ou morale ou d'un groupement dépourvu de la personnalité juridique qui tenait la subvention directement de la commune de Schaerbeek (subside redistribué). Ainsi l'interposition de personne n'est pas de nature à faire échec aux contrôles prévus auprès du réel bénéficiaire de la subvention.

**Article 17**

L'Autorité communale peut exercer un contrôle qualitatif ayant pour but de vérifier si la subvention a été utilisée de façon appropriée.

**Article 18**

Si la commune de Schaerbeek intervient comme Autorité subsidiaire complémentaire à un projet subventionné par un niveau de pouvoir supérieur exerçant déjà des procédures de contrôle, la commune de Schaerbeek n'imposera pas l'application du présent règlement et se conformera aux conventions déjà conclues pour autant que la subvention s'inscrive dans la même utilisation et en vertu des mêmes fins.

**Article 19**

Les pièces justificatives et / ou les documents comptables des ASBL, des associations et des fondations subventionnées seront examinés par le service Contrôle de l'Administration communale de Schaerbeek qui les présentera au Collège des Bourgmestre et Echevins et au Conseil communal pour les subsides d'une valeur supérieure à 4.000,00 € par an.

**Chapitre 2 : Règles applicables pour les subventions d'une valeur inférieure ou égale à 4.000,00 € par an :**

**Article 20**

Le contrôle sur l'utilisation d'une subvention d'une valeur égale ou inférieure à 4.000,00 € par an portera uniquement sur la justification de l'utilisation du subside.

**Article 21**

Toute ASBL, association et fondation qui a bénéficié d'un subside d'une valeur inférieure ou égale à 4.000,00 € par an et ceci depuis plus d'un an, doit transmettre à l'Administration communale, et ceci avant le 30 juin de l'année N+1, les documents suivants :

1. Les justificatifs prouvant que le subside de l'année N-1 a été utilisé aux fins pour lesquelles il a été accordé;
2. Une note explicative traduisant la politique globale de l'ASBL et clarifiant l'utilité de la subvention communale ;

**Article 22**

Les ASBL n'ayant pas perçu l'année N-1 de subvention communale ne devront pas fournir de justificatifs sur l'utilisation de la subvention de l'année N-1, mais devront fournir la note explicative rendant explicite la politique globale de l'ASBL et de l'utilité de la subvention communale.

**Chapitre 3 : Règles applicables pour les subventions non nominatives au budget communal d'une valeur supérieure à 4.000,00 € par an :**

**Article 23**

Toute ASBL qui a bénéficié d'une subvention non nominative d'un montant supérieur à 4.000,00 € par an, doit transmettre à l'Administration communale les documents suivants :

1. Les comptes de l'exercice social écoulé selon le modèle imposé par la législation en vigueur pour les ASBL, associations et fondations ;
2. La balance des comptes généraux ;
3. Le budget prévisionnel de l'exercice suivant ;
4. Le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'ASBL, de l'association ou de la fondation approuvant les comptes et le budget prévisionnel ;
5. La preuve que les comptes ont été déposés à la BNB (Très Grande ASBL et Grande ASBL) ou au greffe du tribunal de Commerce (Petite ASBL)
6. Un rapport d'activité rendant explicite la politique globale de l'ASBL, de l'association ou de la fondation ;
7. Un rapport de gestion et de la situation financière qui commente les comptes (affectation et utilisation du résultat de l'exercice et du résultat cumulé) en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des activités et de la situation financière de l'ASBL, de l'association ou de la fondation ;
8. Les statuts de l'ASBL, de l'association ou de la fondation tels que publiés au Moniteur belge. Lorsque la personne morale de droit privé a déjà bénéficié d'un subside et déposé ses statuts, elle ne doit transmettre ceux-ci qu'en cas de modification de ces derniers, en attirant l'attention sur la modification.

Ces documents doivent être transmis à l'Administration communale de Schaerbeek après approbation des comptes et budget par l'Assemblée Générale, c'est-à-dire, chaque année et au plus tard six mois ( 30 juin ) après la date de clôture de l'exercice social, sauf mention spéciale dans les statuts.

#### **Article 24**

Lorsque le subside annuel de la commune de Schaerbeek constitue la principale source de financement de l'ASBL et que les comptes annuels affichent en fin d'exercice un solde positif supérieure au montant de la subvention annuelle, l'Administration communale de Schaerbeek demandera à l'ASBL, qu'un rapport sur l'origine et l'affectation de ce boni soit fourni en même temps que les comptes annuels. Sur base de ce rapport, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit soit de diminuer le montant de la subvention, soit de suspendre l'attribution de la subvention et ceci jusqu'à ce que le boni cumulé soit inférieur à la subvention annuelle.

#### **Article 25**

Lorsque le subside annuel de la commune de Schaerbeek constitue la principale source de financement de l'ASBL et que les comptes annuels affichent un solde négatif en fin d'exercice supérieur au montant de la subvention communale, l'Administration communale de Schaerbeek demandera à l'ASBL qu'un plan financier soit fourni en même temps que les comptes annuels et que soient précisées les mesures prises pour atteindre l'équilibre financier.

### **Chapitre 4 : Règles applicables pour les subventions nominatives au budget communal d'une valeur supérieure à 4.000,00 € par an :**

#### **Article 26**

Toute ASBL qui bénéficie d'une subvention nominative au budget communal, supérieure à 4.000,00 € par an, devra signer une convention de partenariat avec la Commune de Schaerbeek.

Cette convention précisera notamment :

1. Le montant de la subvention et les modalités de paiement ou, le cas échéant, la description précise du type d'avantage fourni à titre de subvention et l'estimation du coût réel pour la commune de Schaerbeek ;
2. Les fins pour lesquelles la subvention est accordée et l'obligation mise à charge du bénéficiaire de ne l'utiliser qu'à ces seules fins ;
3. La nature, l'étendue, les conditions d'utilisation ainsi que les justifications exigées du bénéficiaire et les délais dans lesquels ces justifications doivent être produites ;
4. Les dispositions particulières liées à la mise à disposition de personnel communal, établies en concertation avec le Service des Ressources Humaines de l'Administration communale ;
5. Les dispositions particulières liées à l'octroi d'un subside indirect ou avantage en nature ;
6. Que le bénéficiaire s'engage (par signature de ladite convention) à respecter les législations et règlements en tous domaines dans le cadre de son action (règlements sociaux, dispositions réglementaires en matière de rémunération, etc.) ;
7. Que le bénéficiaire a pris connaissance du présent règlement et qu'il a déclaré en accepter toutes les dispositions.

#### **Article 27**

Le service communal en charge des relations avec l'ASBL devra établir les objectifs annuels à atteindre par l'ASBL.

Lorsque le subside est récurrent, et se prolonge pendant la durée de la mandature, le service en charge des relations avec l'ASBL établira les objectifs à long terme (sur la durée de la mandature) et les objectifs annuels à atteindre.

#### **Article 28**

Lors de la clôture d'un exercice, le service en charge des relations avec l'ASBL établira un rapport sur la manière dont les objectifs annuels de l'ASBL ont été atteints.

Ce rapport fera intégralement partie de l'analyse que présentera le service Contrôle au Collège des Bourgmestre et Echevins et au Conseil communal.

#### **Article 29**

Toute ASBL qui a bénéficié d'une subvention nominative au budget communal d'un montant supérieur à 4.000,00 € par an, doit transmettre à l'Administration communale les documents suivants :

1. Les comptes de l'exercice social écoulé selon le modèle imposé par la législation en vigueur pour les ASBL, associations et fondations ;
2. La balance des comptes généraux ;
3. Le budget prévisionnel de l'exercice suivant ;

4. Le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'ASBL, de l'association ou de la fondation approuvant les comptes et le budget prévisionnel ;
  5. La preuve que les comptes ont été déposés à la BNB (Très Grande ASBL et Grande ASBL) ou au greffe du tribunal de Commerce (Petite ASBL)
  6. Un rapport d'activité rendant explicite la politique globale de l'ASBL, de l'association ou de la fondation ;
  7. Un rapport de gestion et de la situation financière qui commente les comptes (affectation et utilisation du résultat de l'exercice et du résultat cumulé) en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des activités et de la situation financière de l'ASBL, de l'association ou de la fondation ;
  8. Les statuts de l'ASBL, de l'association ou de la fondation tels que publiés au Moniteur belge. Lorsque la personne morale de droit privé a déjà bénéficié d'un subside et déposé ses statuts, elle ne doit transmettre ceux-ci qu'en cas de modification de ces derniers, en attirant l'attention sur la modification.
- Ces documents doivent être transmis à l'Administration communale de Schaerbeek après approbation des comptes et budget par l'Assemblée Générale, c'est-à-dire, chaque année et au plus tard six mois ( 30 juin ) après la date de clôture de l'exercice social, sauf mention spéciale dans les statuts.

**Article 30**

Lorsque le subside annuel de la commune de Schaerbeek constitue la principale source de financement de l'ASBL et que les comptes annuels affichent en fin d'exercice un solde positif supérieur au montant de la subvention annuelle, l'Administration communale de Schaerbeek demandera à l'ASBL, qu'un rapport sur l'origine et l'affectation de ce boni soit fourni en même temps que les comptes annuels. Sur base de ce rapport, le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve le droit soit de diminuer le montant de la subvention, soit de suspendre l'attribution de la subvention et ceci jusqu'à ce que le boni cumulé soit inférieur à la subvention annuelle.

**Article 31**

Lorsque le subside annuel de la commune de Schaerbeek constitue la principale source de financement de l'ASBL et que les comptes annuels affichent un solde négatif en fin d'exercice supérieur au montant de la subvention communale, l'Administration communale de Schaerbeek demandera à l'ASBL qu'un plan financier soit fourni en même temps que les comptes annuels et que soient précisées les mesures prises pour atteindre l'équilibre financier.

**Titre VI : En cas de litige :**

**Article 32**

Le bénéficiaire d'une subvention est tenu de la restituer, en tout ou en partie, dans les cas mentionnés ci-dessous :

1. Lorsqu'il n'utilise pas la subvention octroyée aux fins mentionnées dans la convention pour autant que la subvention ait pu être identifiée dans les comptes du bénéficiaire, celui-ci subroge la commune dans ses droits sur l'actif ainsi identifié ;
2. S'il est établi que c'est sur base d'informations tronquées ou erronées que la subvention a été octroyée ou que les conditions d'utilisation de la subvention fixées par la convention et / ou le présent règlement n'ont pas été respectées ;
3. Lorsque le bénéficiaire d'une subvention ne fournit pas toutes les justifications demandées, auquel cas la restitution de la subvention se fera au prorata des montants dont l'utilisation n'aura pas été justifiée ;
4. Lorsque le bénéficiaire d'une subvention s'oppose ou ne se conforme pas à l'exercice du droit de contrôle visé par la loi ou le présent règlement.

Dans les cas visés aux points 1° et 2° de l'article ci-dessus, l'Autorité communale de Schaerbeek pourra, à l'avenir, exclure le bénéficiaire de toute subvention communale.

Dans les cas visés aux points 3° et 4° de l'article ci-dessus, il sera sursis à l'octroi de nouvelles subventions aussi longtemps que, pour les subventions perçues précédemment, le bénéficiaire de la subvention ne produit pas :

- les justifications prévues par la loi ou le présent règlement ;
- s'oppose ou ne se conforme pas à l'exercice du contrôle prévu par la loi ou le présent règlement.

**Article 33**

Lorsque plusieurs subventions sont octroyées à une même ASBL, association ou fondation, chacune des subventions est considérée comme une subvention distincte pour l'application du présent règlement.

Aucune compensation ne peut être opérée par le bénéficiaire d'une subvention envers la commune du chef des montants dont il serait redevable envers la commune.



**Article 34**

L'ASBL, l'association ou la fondation perdra le bénéfice de la subvention dans les cas suivants :

1. Le double subventionnement pour une même dépense ;
2. La confusion entre les comptes de l'ASBL, de l'association ou fondation et ceux des dirigeants ;
3. La confusion entre les comptes de plusieurs ASBL, associations ou fondations ;
4. Le non-respect de la loi sur les ASBL, association ou fondation ;
5. Le non-respect des règles prescrites dans les arrêtés de subventionnement;
6. Le non-respect des lois fiscales, sociales et comptables ;
7. Le non-respect des lois et réglementations sectorielles ;
8. La non-fiabilité des comptes annuels ;
9. Le non-respect du présent règlement ;
10. La dissolution de l'asbl, association ou fondation, en cas de non utilisation du subside avant décision de mise en liquidation de la personne morale.

**Article 35**

La commune pourra recouvrer par voie de contrainte les subventions sujettes à restitution.

**Article 36**

La contrainte est décernée par le Receveur communal et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek.

**Article 37**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek est chargé de trancher, en premier ressort, toutes les contestations relatives aux cas non prévus par le présent règlement.

**Titre VII : Modalité de paiement de la subvention :****Article 38**

L'Administration communale de Schaerbeek appliquera les procédures et modalités suivantes quant à l'ordonnancement des subventions :

- Le 30 juin au plus tard, les documents de l'année N-1 devront impérativement être transmis à l'Autorité subsidiaire;
- Pour les subventions inférieures à 4.000,00 € par an, le service Contrôle examinera les pièces justificatives et, lorsqu'elles seront certifiées conformes au présent règlement, transmettra le dossier au service Finance pour liquidation de la subvention ;
- Pour les subventions supérieures à 4.000,00 € par an, un subside octroyé pour l'année N ne sera pas liquidé tant que les documents relatifs à l'année N-1 ne sont pas certifiés conformes par le service Contrôle de l'Administration communale de Schaerbeek et approuvés en séance du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
- Les comptes annuels des ASBL recevant plus de 4.000,00 € par an seront soumis au Conseil communal de Schaerbeek pour prise d'acte.

Dès que le Collège des Bourgmestre et Echevins a acté l'ensemble des documents demandés, le service Contrôle de l'Administration communale de Schaerbeek procédera à la liquidation du subside.

**Article 39**

La liquidation d'une subvention doit correspondre à l'année à laquelle elle se rapporte. Une limite d'un exercice supplémentaire (N+1) est fixée pour le report des crédits budgétaires. Au-delà de ce délai (N+2) l'exigibilité d'un subside est nulle si les prescriptions du présent règlement ne sont pas respectées.

**Article 40**

Les ASBL, les associations ou fondations dont les charges de fonctionnement sont supérieures aux 2/3 du total bilantaire et / ou reçoivent une subvention égale ou supérieure à 10.000,00 € peuvent demander, auprès du service Contrôle de l'Administration communale de Schaerbeek, de se voir accorder la liquidation de 80% du subside de l'année N, par douzième ou en une fois, sous réserve de l'accord préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek et une fois le budget communal rendu exécutoire par l'approbation de ce dernier par l'Autorité supérieure.

Le présent règlement entrera en vigueur le 01/04/2016 et remplace le Règlement du 27/10/2010.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Aangezien de beslissing van de Gemeenteraad van 25 juni 2014

Op voorstel van het College van Burgmaster en Schepenen van 8 maart 2016;

BESLIST :

Om de nieuwe verordening op de gemeentelijke subsidies als volgt goed te keuren

## **Reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van de gemeentelijke toelagen**

### **Titel I: Algemene bepalingen**

#### **Artikel 1**

Dit reglement is van toepassing voor iedere toelage toegekend door het Gemeentebestuur van Schaarbeek.

Dit reglement is niet van toepassing voor de toelagen die als gevolg van een wettelijke bepaling verplichtend ten laste van de gemeentelijke begroting vallen.

#### **Artikel 2**

Met toelagen dient te worden begrepen iedere bijdrage, ieder voordeel, direct of indirect, inbegrepen elke hulpverstrekking of andere donatie, ongeacht de vorm of de benaming, inbegrepen de terugvorderbare voorschoten zonder interest, met het oog op de promotie van activiteiten die nuttig zijn voor het algemeen belang, met uitsluiting van de prijzen toegekend aan geleerden of artiesten voor hun kunstwerken.

Dit reglement is zowel van toepassing op de directe als de indirecte toelagen ( ter beschikking stellen van een lokaal, materiaal of personeel ).

#### **Artikel 3**

Dit reglement is van toepassing op de totaliteit van de gemeentelijke toelagen

#### **Artikel 4**

Geen enkele directe subsidie kan door de Gemeente van Schaarbeek worden verleend, als het niet in de gemeentelijke begroting is ingeschreven.

#### **Artikel 5**

Geen enkele indirecte subsidie of voordeel in natura kan door de Gemeente van Schaarbeek worden toegekend, tenzij dit voorzien is in een overeenkomst of het onderwerp geweest is van een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente van Schaarbeek.

#### **Artikel 6**

De budgettaire enveloppen en de subsidies die niet nominatief tot het budget zijn, moeten het onderwerp doen van een beslissing van de Gemeenteraad van Schaarbeek die de budgettaire enveloppe nominatief opsplijst van de niet-nominatieve subsidies en ze toekent ten laatste in de maand van oktober van het jaar waarop ze betrekking hebben.

De gemeentelijke diensten verantwoordelijk voor de niet-nominatieve subsidies zullen, tijdens hun voorstellen om de budgettaire enveloppe van subsidies te verdelen, een objectieve uitleg moeten geven die als basis heeft gediend voor deze verdeling.

#### **Artikel 7**

De Gemeente zal verschillende controle regels uitvoeren (Titel V van huidig reglement) volgens de volgende criteria:

- De subsidies die een waarde kleiner of gelijk aan 4.000,00€ per jaar hebben
- De enveloppen van subsidies die niet nominatief tot het gemeentebudget zijn en met een waarde die 4.000,00€ per jaar overschrijdt
- De subsidies nominatief tot het gemeentebudget met een waarde die 4.000,00€ per jaar overschrijdt.

### **Titel II : Voorwaarden voorhet verkrijgen van eensubsidie**

#### **Artikel 8**

Iedere fysieke of rechtspersoon kan een verzoek van subsidie indienen.

In het geval de aanvraag uitgaat van een rechtspersoon, moet het gaan om een privaatrechtelijke vereniging of een stichting die geen doeleinden van winst nastreeft en die gebonden is aan de wet op de VZW en aan zijn verplichtingen.

In geval de aanvragen uitgaan van organisaties of verenigingen zonder rechtspersoonlijkheid, zullen de personen in hun persoonlijke naam de verbintenis aangaan en dit onder eigen verantwoordelijkheid. Deze beantwoorden dus rechtstreeks aan de verplichtingen vervat in dit reglement.

Deze groeperingen of verenigingen moeten te allen tijde kunnen bewijzen aan de Gemeente dat ze geen doeleinden van winst nastreven.

In algemene zin, moet elke begunstigde van een subsidie het gebruik van de verkregen sommen kunnen rechtvaardigen, behalve als een wet of ordonnantie hem vrijstelling geeft.

## **Artikel 9**

Ieder persoon, VZW, vereniging of stichting die een toelage wilt verkrijgen moet een schriftelijk verzoek richten aan het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente van Schaarbeek.

1. Wanneer het een aanvraag betreft voor een project, beperkt in de tijd en stipt, zoals een braderie, rommelmarkt, wijkfeest, eenmalige en specifieke markt, moet de aanvraag aan het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste zestig dagen voor het evenement opgestuurd worden;
2. Wanneer het een aanvraag betreft voor een project van lange duur, zal de aanvraag maar op één burgerlijk jaar mogen dragen en zal deze moeten ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen ten laatste op 1 september van het jaar voorafgaand aan dit waarvoor de toelage aangevraagd wordt;
3. Als het onmogelijk was om deze termijnen te respecteren en dat de aanvraag door de urgentie er van of door een aanvraag van het College van Burgemeester en Schepenen wordt gerechtvaardigd, kan een afwijking van de twee voorafgaande punten worden toegekend.

## **Artikel 10**

De aanvraag voor een toelage dient te vermelden :

1. De volledige personalia van de aanvrager;
2. Een beschrijving van het project of een reden waarom de toelage wordt aangevraagd met de exacte spreidingsduur betreffende de uitvoering;
3. Het bedrag van de aangevraagde toelage en de rechtvaardiging ervan;
4. De totaliteit van de documenten vernomen in artikelen 22 en 28 van huidig reglement voor de VZW die meer dan 4.000,00€ per jaar krijgen.
5. Als deze toelage niet contant of maar gedeeltelijk in contant wordt uitgekeerd, zal de juiste aard moeten worden aangeduid door de aanvrager (uitlening van materiaal, van een zaal, tussenkomst van gemeentelijke diensten, vervoer, enz.) zodat de Gemeente de werkelijke kostprijs van de tussenkomst kan ramen.
6. De rechtvaardiging van de aanvrager over de conformiteit van de toelage met zijn maatschappelijk doel.

Wanneer het een wederkerend project betreft ( subsidie van jaarlijkse werking ), moet de aanvrager die de herinvoering van de toelage solliciteert die hem vroeger al toegekend werd voor dezelfde doeleinden, dit doen onder dezelfde vorm en met dezelfde termijnen als de oorspronkelijke aanvraag, zonder de bovenvermelde punten 2° en 3° te moeten respecteren, behalve als het bedrag van de aangevraagde toelage hoger is dan de normale indexering.

De aanvrager van de toelage moet schriftelijk getuigen dat zijn verklaring oprecht en volledig is.

De persoon die weet heeft (of moet weten) dat de vereniging, geheel of gedeeltelijk, niet meer recht heeft op de toelage, moet dit uit eigen initiatief verklaren aan de macht die subsidieert.

Het Gemeentebestuur behoudt zicht in dit geval het recht om beroep te doen op de strenge strafsancities voorzien door de wetgever als zij er zich niet toe dwingt (Artikel 1, Koninklijk Besluit van 31 mei 1933 betreffende de verklaringen die moeten afgelegd worden betreffende toelagen, vergoedingen en uitkeringen, B.S., 01/06/1933).

## **Titel III : Bevoegdheid**

### **Artikel 11**

De regels tot vastlegging en tot verordening voorzien door de federale, regionale of gemeentelijke normen en de regels met betrekking tot financiën en boekhouding van de staat, blijven volledig van toepassing op de toelagen.

Zonder enig vooroordeel van wat voorafgaat, is de Gemeenteraad van Schaarbeek verantwoordelijk voor de toewijzing van een subsidie.

Hij onderzoekt de vraag in eerbiediging van het beginsel van gelijke behandeling in de relatie met de begunstigde kandidaten van een subsidie evenals verzekert hij de gelijke toegang van burgers tot gesubsidieerde activiteiten door de Gemeente van Schaarbeek.

Geen enkele onderscheid betreffende filosofische, ideologische of taalkundige aard zal mogen gemaakt worden voor de toekenning van toelagen.

### **Artikel 12**

De beslissing tot toekenning van subsidies moet de aard, de omvang alsook de ontbindende gebruiksvoorwaarden specificeren van de subsidie dat de subsidiërende instantie zal bepalen volgens geval, ten opzichte van het nagestreefde maatschappelijke doel.

Bovendien, zal deze beslissing zorgen voor de aanvullende rechtvaardigingen die nodig zullen zijn, en voor termijnen om de bijkomende rechtvaardigingen voor te brengen.

#### **Titel IV : Wettelijke verplichtingen**

##### **Artikel 13**

Wanneer de begunstigde van de toelage een VZW betreft – conform aan de wet over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen van 27 juni 1921 (M.B., 1<sup>e</sup>juli 1921) aangepast door de wet van 2 mei 2002 (M.B., 11 december 2002) – zal het Gemeentebestuur een boekhouding en een jaarrekening opeisen, opgesteld conform aan de bepalingen van het K.B. van 19 december 2013 (M.B., 30 december 2003) die de wet van 17 juli 1975 betrekking hebbende op de boekhouding van de vennootschappen aanpast voor de VZW's (M.B., 4 september 1975) aangepast door het K.B. van 26 juni 2003 betrekking hebbende op de vereenvoudigde boekhouding van de VZW's alsook het K.B. van 15 september 2006 wijzigende verschillende artikelen van het K.B. van 26 juni 2003 die de VZW's in drie categorieën onderverdeelt:

- de "Kleine" VZW
- de "Grote" VZW
- de "Zeer Grote" VZW

De wet differentieert VZW's, verenigingen en stichtingen volgens de volgende criteria :

##### De "Kleine" VZW :

Om een VZW als "Kleine" VZW te kunnen beschouwen in de zin van het K.B., mag de VZW niet meer dan één van de drie volgende criteria bereiken:

1. Vijf werkers, volgens jaarlijks gemiddelde, uitgedrukt en gelijkwaardig aan een voltijds regime en ingeschreven in het personeelsregister op grond van het K.B. n<sup>o</sup>5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten ;
2. De ontvangsten, in totaal 312.500,00€ aan andere dan uitzonderlijke ontvangsten zonder belasting toegevoegde waarde.
3. Een balanstotaal van 1.249.500,00€

Het K.B. laat toe om een vereenvoudigde boekhouding te houden die volgende verrichtingen verneemt:

- De uitgave en de ontvangsten in contant geld;
- De verrichtingen uitgevoerd op de zichtrekeningen vergelijkbaar met de kassaverrichtingen;
- Bij uitsluiting van de rekeningen op termijn die teruggevonden worden in de inventaris op het einde van het boekjaar;

##### De "Grote VZW" :

Het K.B. bepaald dat de VZW die aan de afsluitdatum van het voorafgaande boekjaar, ten minste 2 van de 3 volgende criteria bereiken, hun boekhouding en hun jaarrekeningen conform aan de bepalingen moeten houden van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding van de vennootschappen + de aanpassingen aangebracht aan de verplichtingen per K.B. dd. 19 december 2003:

1. Vijf werkers, volgens jaarlijks gemiddelde, uitgedrukt en gelijkwaardig aan een voltijds regime en ingeschreven in het personeelsregister op grond van het K.B. n<sup>o</sup>5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten ;
2. De ontvangsten, in totaal 312.500,00€ aan andere dan uitzonderlijke ontvangsten zonder belasting toegevoegde waarde.
3. Een balanstotaal van 1.249.500,00€

##### De "Zeer Grote" VZW:

Het K.B. bepaald dat de VZW die aan de afsluitdatum van het voorafgaande boekjaar de volgende criteria bereiken :

- Het jaarlijks gemiddelde van actieve werknemers, uitgedrukt en gelijkwaardig aan een voltijds regime, meer dan 100 personen bedraagt.
- Of als de VZW twee van de drie volgende criteria bereikt:
  1. Vijftig werkers, volgens jaarlijks gemiddelde, uitgedrukt en gelijkwaardig aan een voltijds regime en ingeschreven in het personeelsregister op grond van het K.B. n<sup>o</sup>5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten ;
  2. De ontvangsten, in totaal 7.300.000,00€ aan andere dan uitzonderlijke ontvangsten zonder belasting op buitengewone waarde.
  3. Een balanstotaal van 3.650.000,00€

De "Grote" en de "Zeer Grote" VZW moeten hun boekhouding en hun jaarrekeningen conform aan de bepalingen moeten houden van de wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding van de vennootschappen + de aanpassingen aangebracht aan de verplichtingen per K.B. dd. 19 december 2003: Daarenboven, het K.B. bepaald dat voor de "Zeer Grote" VZW, aan één of meerdere commissarissen waarvan minstens één bedrijfsrevisor, moet toevertrouwd worden, de controle van de financiële situatie, van de jaarrekeningen en van de regelmatigheid ten aanzien van de wet en de statuten en de verrichtingen vernomen in de jaarrekeningen.

#### **Artikel 14**

Alle VZW, verenigingen en stichtingen (inclusief kleine) die als gemiddelde minstens 20 mensen in voltijdse regime tewerkstellen, moeten een sociale balans vervullen. Het is een integraal onderdeel van de standaard modellen ( volledige en verkorte ) van jaarrekeningen voor VZW, verenigingen en stichtingen

#### **Titel V : Modaliteiten van het toezicht van de subsidie**

#### **Hoofdstuk 1: Toepasbare regels voor elke subsidie :**

#### **Artikel 15**

Behalve in noodgevallen genoodzaakt door het principe van de goede werking van de gemeentelijke diensten en in de gevallen voorzien in de artikelen 16 tot 19, verbiedt de Gemeente zich elke inmenging in het beleid van de toelagen die zij toestaat. Bijgevolg controleert zij of deze toelagen voor het doel worden gebruikt waarvoor zij werden toegestaan.

#### **Artikel 16**

Ieder begunstigde van een toelage zal deze dienen te gebruiken voor het doel waarvoor ze werd toegekend.

Het Gemeentebestuur kan elk nuttig document vereisen om het gebruik van de toelage te rechtvaardigen en heeft het recht ter plaatse een controle uit te voeren van het gebruik van de toelage toegekend door het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente van Schaarbeek.

Het Gemeentebestuur zal ook deze controle mogen uitvoeren bij de begunstigten die de toelage ontvangen hebben van een fysieke of rechtspersoon of van een vereniging zonder rechtspersoonlijkheid die ze rechtstreeks van de Gemeente van Schaarbeek heeft ontvangen. Zo kan de tussenkomst niet van aard zijn om de controles te falen die voorzien zijn voor de eigenlijke begunstigde van de subsidie.

#### **Artikel 17**

Het Gemeentebestuur kan eveneens een kwaliteitsbewaking uitoefenen om te controleren of de toelage naar behoren werd gebruikt.

#### **Artikel 18**

Als de Gemeente als aanvullende instantie ingrijpt op een gesubsidieerd project door een hogere machtsinstantie, dat al controleprocedures uitoefent, zal de Gemeente Schaarbeek de toepassing van deze regeling niet opleggen en zal zij de besloten overeenkomsten naleven, voor zover dat de toelage voor hetzelfde gebruik en op grond van dezelfde doeleinden is toegekend.

#### **Artikel 19**

De stukken ter staving en / of de boekhoudkundige documenten van de VZW, de verenigingen en de stichtingen die toelagen benuttigen, zullen bestudeerd worden door de dienst Controle van de Administratie van de Gemeente van Schaarbeek die ze voor het College van Burgemeester en Schepenen zal voorleggen en voor de Gemeenteraad voor de subsidies die de waarde van 4.000,00€ per jaar overschrijden.

#### **Hoofdstuk 2: Toepasbare regels voor toelagen met een waarde kleiner of gelijk aan 4.000,00€ per jaar :**

#### **Artikel 20**

De controle op het gebruik van de toelage met een waarde kleiner of gelijk aan 4.000,00€ per jaar zal enkel van toepassing zijn op de rechtvaardiging van het gebruik van de subsidie.

#### **Artikel 21**

Iedere VZW, vennootschap en stichting die een subsidie benuttigen met een waarde kleiner of gelijk aan 4.000,00€ per jaar en dit al meer dan één jaar, moet voor 30 juni van het jaar N+1 de volgende documenten bezorgen aan het Gemeentebestuur :

1. De rechtvaardigingen die bewijzen dat de subsidie van het jaar N-1 gebruikt is geweest ten voordele van de doeleinden waarvoor ze toegekend werd.
2. Een verklarende nota die de globale politiek van de VZW vertaalt en die het nut van een gemeentelijke toelage verduidelijkt.

## **Artikel 22**

De VZW die geen gemeentelijke toelage gekregen heeft voor het jaar N-1 zullen geen rechtvaardigingen over het gebruik van de toelage moeten geven voor het jaar N-1, maar ze zullen een verklarende nota moeten bezorgen die de globale politiek van de VZW en het nut van een gemeentelijke toelage uitlegt.

## **Hoofdstuk 3: Toepasbare regels voor de toelagen niet-nominatief aan het gemeentebudget voor een waarde die hoger is dan 4.000,00€ per jaar :**

### **Artikel 23**

Iedere VZW die begunstigd is geweest met een niet nominatieve toelage voor een bedrag hoger dan 4.000,00€ per jaar, moet de volgende documenten aan het Gemeentebestuur doorsturen:

- 1 De rekeningen van het vorige financiële jaar, afhankelijk van de geldende wetgeving voor de VZW , verenigingen en stichtingen model;
- 2 Balans van de algemene rekeningen;
- 3 De voorbegroting voor het volgende jaar;
- 4 Het proces-verbaal van de Algemene Vergadering van de VZW, vereniging of stichting dat de rekeningen en de voorbegroting goedkeurt;
- 5 Het bewijs dat de rekeningen zijn gedeponereerd bij de NBB (Grote en Zeer Grote VZW) of bij de rechtbank van koophandel (Kleine VZW);
- 6 Een activiteitenverslag dat het totale beleid van de VZW, vereniging of stichting expliciet maakt
- 7 Een jaarverslag dat het beheer en de financiële situatie beoordeelt en verklaard (toewijzingen en het gebruik van het jaarresultaat en het cumulatieve resultaat ) om op een getrouwe wijze de voortgang van de activiteiten en de financiële positie van de VZW, vereniging of stichting bloot te stellen;
- 8 De statuten van de VZW, vereniging of stichting, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Wanneer de privaatrechtelijke rechtspersoon al een subsidie heeft ontvangen en zijn statuten heeft ingediend, moet zij deze alleen nog maar indienen in geval van wijziging met de duidelijke vermelding van de wijzigingen. Deze documenten moeten naar het Gemeentebestuur van Schaarbeek worden doorgestuurd, na goedkeuring van de rekeningen en budget door de Algemene Vergadering, dit wil zeggen, elk jaar en ten laatste 6 maanden (30 juni) na de afsluitdatum van het voorafgaande boekjaar, behalve speciale vermelding in de statuten.

### **Artikel 24**

Wanneer de jaarlijkse subsidie van de Gemeente van Schaarbeek de voornaamste bron van inkomen van de VZW is en dat de jaarrekeningen een positief saldo, hoger dan de subsidie, aan het eind van de oefening vertonen, zal het Gemeentebestuur aan de vereniging vragen dat een verslag over de oorsprong en de bestemming van deze winst wordt geleverd samen met de jaarrekeningen. Op basis van dit verslag, zal het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht behouden om, oftewel het bedrag van de subsidie te verminderen, oftewel de toekenning van de toelage op te heffen en dit totdat het gecumuleerd positief saldo terug ondergeschikt is aan de jaarlijkse subsidie

### **Artikel 25**

Wanneer de jaarlijkse subsidie van de Gemeente van Schaarbeek de voornaamste bron van inkomen van de VZW is en dat de jaarrekeningen een negatief saldo, aan het eind van de oefening vertonen, zal het Gemeentebestuur aan de vereniging vragen dat een financieel plan wordt opgesteld en geleverd samen met de jaarrekeningen en dat wordt verduidelijkt welke maatregelen genomen zijn om het financiële evenwicht te bereiken.

## **Hoofdstuk 4: Toepasbare regels voor de toelagen die nominatief aan het gemeentebudget zijn voor een waarde die hoger is dan 4.000,00€ per jaar :**

### **Artikel 26**

Iedere VZW die begunstigd is geweest met een nominatieve toelage voor een bedrag hoger dan 4.000,00€ per jaar, zal een overeenkomst van samenwerking moeten tekenen met de Gemeente van Schaarbeek.

In deze overeenkomst zal ondermeer staan :

1. Het bedrag van de toelage en de betalingswijzen, of de beknopte beschrijving van het type voordeel geleverd ten titel van toelage en de raming van de reële kost voor de Gemeente van Schaarbeek.
2. De doeleinden waarvoor de toelage is toegekend en de verplichting voor de begunstigde om de toelage alleen voor deze doeleinden te gebruiken.
3. De aard, de omvang en de gebruiksvoorwaarden alsook de rechtvaardigingen die geëist worden van de begunstigde en de termijnen waarin deze rechtvaardigingen moeten worden voorgebracht.

4. De buitengewone maatregelen gekoppeld aan de ter beschikking stelling van het Gemeentelijk personeel op voorrand bepaald in overleg met de dienst Human Resources van het Gemeentebestuur ;
5. De buitengewone maatregelen die gepaard gaan met het toekennen van een indirecte subsidie of een voordeel in natura ;
6. Dat de begunstigde zich inzet (per handtekening van de overeenkomst) om de wetgeving en de reglementering in alle domeinen verweven met zijn activiteit te respecteren (sociale reglementering, loonsmaatregelen, enz.).
7. De begunstigde heeft kennis genomen van huidig reglement en heeft verklaard met alle voorwaarden akkoord te gaan.

#### **Artikel 27**

De Gemeentelijke dienst die verantwoordelijk is voor de relaties met de VZW zal de jaarlijkse doeleinden moeten stellen voor de VZW.

Wanneer de subsidie regelmatig is, en terugkomend in de tijd, zal de dienst die verantwoordelijk is voor de relaties met de VZW de doeleinden voor de lange termijn en de jaarlijkse doeleinden stellen.

#### **Artikel 28**

Aan de afsluiting van het boekjaar, zal de dienst verantwoordelijk voor de relaties met de VZW een rapport opstellen waarin de wijze waarop de doelstellingen van de VZW werden nagestreefd, worden beschreven.

Dit rapport zal integraal deel uitmaken van de analyse die de Dienst voor Controle aan het College van Schepenen en Burgemeester en aan de Gemeenteraad zal voorleggen.

#### **Artikel 29**

Iedere VZW die begunstigd is geweest met een nominatieve toelage voor een bedrag hoger dan 4.000,00€ per jaar, moet de volgende documenten aan het Gemeentebestuur doorsturen:

- 1 De rekeningen van het vorige financiële jaar, afhankelijk van de geldende wetgeving voor de VZW, verenigingen en stichtingen model;
- 2 Balans van de algemene rekeningen;
- 3 De voorbegroting voor het volgende jaar;
- 4 Het proces-verbaal van de Algemene Vergadering van de VZW, vereniging of stichting dat de rekeningen en de voorbegroting goedkeurt;
- 5 Het bewijs dat de rekeningen zijn gedeponereerd bij de NBB (Grote en Zeer Grote VZW) of bij de rechtbank van koophandel (Kleine VZW);
- 6 Een activiteitenverslag maakt het totale beleid van de VZW, vereniging of stichting expliciet
- 7 Een jaarverslag dat het beheer en de financiële situatie beoordeelt en dat uitleg geeft over de rekeningen ( toewijzing en het gebruik van het jaarresultaat en cumulatieve resultaat ) om op een getrouwe wijze de voortgang van de activiteiten en de financiële positie van de VZW, vereniging of stichting bloot te stellen;
- 8 De statuten van de VZW, vereniging of stichting, zoals gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad. Wanneer de privaatrechtelijke rechtspersoon al een subsidie heeft ontvangen en zijn statuten heeft ingediend, moet zij deze alleen nog maar indienen in geval van wijziging met de duidelijke vermelding van de wijzigingen. Deze documenten moeten naar het Gemeentebestuur van Schaarbeek worden doorgestuurd, na goedkeuring van de rekeningen en budget door de Algemene Vergadering, dit wil zeggen, elk jaar en ten laatste 6 maanden (30 juni) na de afsluitdatum van het voorafgaande boekjaar, behalve speciale vermelding in de statuten.

#### **Artikel 30**

Wanneer de jaarlijkse subsidie van de Gemeente van Schaarbeek de voornaamste bron van inkomen van de VZW is en dat de jaarrekeningen een positief saldo, hoger dan de subsidie, aan het eind van de oefening vertonen, zal het Gemeentebestuur aan de vereniging vragen dat een verslag over de oorsprong en de bestemming van deze winst wordt geleverd samen met de jaarrekeningen. Op basis van dit verslag, zal het College van Burgemeester en Schepenen zich het recht behouden om, oftewel het bedrag van de subsidie te verminderen, oftewel de toekenning van de toelage op te heffen en dit totdat het gecumuleerd positief saldo terug ondergeschikt is aan de jaarlijkse subsidie

#### **Artikel 31**

Wanneer de jaarlijkse subsidie van de Gemeente van Schaarbeek de voornaamste bron van inkomen van de VZW is en dat de jaarrekeningen een negatief saldo, aan het eind van de oefening vertonen, zal het Gemeentebestuur aan de vereniging vragen dat een financieel plan wordt opgesteld en geleverd samen met de jaarrekeningen en dat wordt verduidelijkt welke maatregelen genomen zijn om het financiële evenwicht te bereiken.

## **Titel VI : In geval van betwisting**

### **Artikel 32**

De begunstigde zal de toelage volledig of gedeeltelijk terugstorten, in volgende gevallen:

1. Wanneer de toelage niet gebruikt is voor de doeleinden waarvoor ze toegekend werd, zoals vastgelegd in de overeenkomst, voor zover de toelage geïdentificeerd kan worden op de rekening van de begunstigde, zal deze de Gemeente subrogeren voor de rechten op het actief dat zo geïdentificeerd werd.
2. Wanneer vastgesteld wordt dat de toelage toegekend werd op basis van valse of onvolledige inlichtingen ofwel wanneer de gebruiksvoorwaarden die door de overeenkomst en/of het reglement vastgesteld zijn, niet gerespecteerd worden.
3. Wanneer de begunstigde van een toelage niet al de nodige bewijzen voorlegt, zullen pro rata de niet gerechtvaardigde bedragen van de toelage, moeten terugbetaald worden.
4. Wanneer hij zich verzet tegen het uitoefenen van het controlerecht voorzien door de wet of door het huidig reglement.

In de gevallen voorzien in punten 1 en 2, zal het Gemeentebestuur van Schaarbeek ieder begunstigde van alle toekomstige toelagen kunnen uitsluiten.

In de gevallen voorzien in punten 3° en 4°, zal de begunstigde worden geschorst en geen toelagen meer toegekend kunnen krijgen zolang hij voor al de toegekende subsidies

- de bewijzen niet voorlegt voorzien door de wet of door huidig reglement
- zolang hij zich verzet tegen de controle voorzien door de wet of door huidig reglement.

### **Artikel 33**

Wanneer verschillende subsidies aan dezelfde vereniging, VZW of stichting toegekend worden, zal elk van deze als een aparte toelage, voor de uitvoering van huidig reglement, beschouwd worden.

Geen enkele compensatie kan worden uitgegeven door de begunstigde van een toelage naar de Gemeente toe voor de bedrage die hij verschuldigd zou zijn aan de Gemeente.

### **Artikel 34**

De VZW, vereniging of stichting zal de winst van een toelage in de volgende gevallen verliezen :

1. De dubbele steun voor dezelfde uitgaven.
2. De verwarring tussen de rekeningen van de vereniging en die van de bestuurders.
3. De verwarring tussen de rekeningen van verschillende VZW, verenigingen of stichtingen.
4. De niet-naleving van de wet op VZW, verenigingen of stichtingen.
5. De niet-naleving van de regels die in de toelagesbesluiten worden voorgeschreven.
6. De niet-naleving van de fiscale, sociale en boekhoudkundige wetten.
7. De niet-naleving van de sectoriele wetten en reglementeringen.
8. De onbetrouwbaarheid van de rekeningen.
9. De niet-naleving van dit reglement.
10. De ontbinding van de VZW, de vereniging of de stichting, in het geval dat de subsidie niet opgebruikt zou zijn voor de beslissing van de ontbinding van de rechtspersoon.

### **Artikel 35**

De Gemeente zal door middel van dwangmaatregelen de toelagen onderworpen aan terugvordering herstellen.

### **Artikel 36**

Het dwangbevelschrift wordt door de Gemeenteontvanger afgeleverd en wordt door het College van Burgemeester en Schepenen uitvoerbaar verklaard.

### **Artikel 37**

Het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente van Schaarbeek is belast met de beslissingen voor alle geschillen met betrekking tot gevallen die niet onder de verordening voorzien worden.



## **Titel VII : Wijze van betaling van de subsidies**

### **Artikel 38**

Het Gemeentebestuur zal de volgende procedures en modaliteiten, wat de ordening van de toelagen betreft toepassen

- Op 30 juni, ten laatste, moeten de documenten van het jaar N-1 aan de subsidiërende overheid worden voorgelegd;
- Voor de toelagen ondergeschikt aan 4.000,00€ per jaar, zal de Dienst Controle de stukken ter staving bestuderen en, wanneer ze conform erkend zullen zijn aan huidig reglement, zal het dossier doorgestuurd worden naar de Financiële dienst voor uitbetaling van de subsidie;
- Voor de toelagen die de waarde van 4.000,00€ per jaar overschrijdt, zal een subsidie toegekend voor het jaar N niet worden uitbetaald zolang dat alle documenten betrekking hebbend op het jaar N-1 niet conform en erkend zijn door de Dienst Controle van het Gemeentebestuur van Schaarbeek en zolang er geen goedkeuring is verleend door het College van Burgemeester en Schepenen van Schaarbeek.
- De jaarrekeningen van de VZW die meer dan 4.000,00€ per jaar krijgt, zullen onderworpen worden aan de Gemeenteraad van Schaarbeek voor akteneming

Van zodra het College van Burgemeester en Schepenen akte genomen heeft van de totaliteit van de gevraagde documenten, zal de Dienst Controle van het Gemeentebestuur van Schaarbeek tot uitbetaling van de subsidie overgaan.

### **Artikel 39**

De uitbetaling van een subsidie moet overeenstemmen met het jaar waarop het betrekking heeft. Een limiet van een bijkomend boekjaar ( N+1 ) is vastgesteld voor de overdracht van kredieten. Na deze periode ( N+2 ) , is de afdwingbaarheid van een subsidie nul indien de regels van dit reglement niet gevolgd worden.

### **Artikel 40**

VZW's, verenigingen of stichtingen waarvan de kosten gebonden aan de goede werking gelijk of hoger zijn dan 2/3 van de balans en/of een toelage gelijk aan of hoger dan 10.000,00 € hebben gekregen, kunnen de vraag uitgeven bij de Dienst Controle van het Gemeentebestuur om een uitbetaling van 80% van de toelage voor het jaar N toegekend te krijgen, per twaalfde of in één keer, onderworpen aan het voorafgaande akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen en zodra de gemeentelijke begroting uitvoerbaar verklaard wordt door goedkeuring van de Hogere Autoriteit.

Dit Reglement treedt in werking op 01/04/2016 in vervanging van het Reglement van 27/10/2010.

## **SP 5.- ASBL "Cercle de tennis de table Alpa Ixelles-Schaerbeek" - Subvention exceptionnelle 2015 - Convention et comptes 2013-2014 - Approbation -- VZW "Cercle de tennis de table Alpa Ixelles-Schaerbeek" - Uitzonderlijke toelage 2015 - Overeenkomst en rekeningen 2013-2014 - Goedkeuring**

### DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

#### LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2013-2014 de l'ASBL «CERCLE DE TENNIS DE TABLE ALPA IXELLES SCHAERBEEK» affichent un résultat négatif de 4.674,11€ pour la saison 2013/2014

Vu la décision du 15 mars 2016 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 4.674,11€ pour la saison 2013/2014

PREND ACTE

Des comptes de la saison 2013/2014 de l'ASBL «CERCLE DE TENNIS DE TABLE ALPA IXELLES SCHAERBEEK», déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de 4.674,11€ et des fonds propres s'élevant à 4.781,88€.

et APPROUVE

La convention entre l'asbl "CERCLE DE TENNIS DE TABLE ALPA IXELLES SCHAERBEEK" et la Commune

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "CERCLE DE TENNIS DE TABLE ALPA IXELLES SCHAERBEEK" een negatief saldo van 4.674,11€ voor het seizoen 2013/2014 vertonen.

Gelet op de beslissing van 15 maart 2016 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 4.674,11€ voor het seizoen 2013/2014.

NEEMT AKTE

van de rekeningen van het seizoen 2013/2014 van de VZW "CERCLE DE TENNIS DE TABLE ALPA IXELLES SCHAERBEEK", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 4.674,11€ vertonen en eigen vermogen van 4.781,88€.

en KEURT

De overeenkomst tussen de vzw "CERCLE DE TENNIS DE TABLE ALPA IXELLES SCHAERBEEK" en de Gemeente GOED

**SP 6.- ASBL Crèches de Schaerbeek - Avenant à la convention du 23 juin 2015 - Approbation ==- VZW Crèches de Schaerbeek - Aansluiting bij de overeenkomst van 23 juni 2015 - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 juin 2015 adoptant la convention liant la Commune et l'Asbl "Crèches de Schaerbeek"

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 15 mars 2016 ;

DECIDE :

d'approuver l'avenant à la convention liant la Commune et l'ASBL "Crèches de Schaerbeek".

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 juni 2015 goedkeurend de overeenkomst tussen de gemeente en de Vzw "Crèches de Schaerbeek"

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 maart 2016;

BESLIST :

de aansluiting bij de overeenkomst tussen de gemeente en de VZW "Crèches de Schaerbeek" goed te keuren.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

**PPU - Latitude Nord ==- PSP - Latitude Nord**

**SP 7.- Projet de convention 2016 entre la commune et l'asbl "Modus Vivendi" pour la centrale de matériel stérile d'injection - Approbation ==- Ontwerp tot overeenkomst 2016 tussen de gemeente en de vzw "Modus Vivendi" voor de centrale voor steriel injectiemateriaal - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu la nécessité de conclure une convention liant le PPU à l'asbl Modus Vivendi

Vu l'importance de cet outil de travail pour le service Latitude Nord

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 07 novembre 2013 relatif aux conventions PSSP

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars 2016;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE

D'approuver la convention

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Aangezien de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Aangezien de nood om een overeenkomst tussen de Programma voor stads

preventie en de vzw " Modus Vivendi" goed te keuren;

Aangezien het belang van dit werkinstrument voor "Latitude Nord" dienst

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende de Strategische

veiligheid- en preventie plannen overeenkomsten;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 maart 2016;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden,

BESLUIT

De overeenkomst goed te keuren

**Subventions et partenariats -==- Subsidies en partnerships**

**SP 8.- Politique de la Ville - Convention 2016 - Approbation -==- Stedelijke  
Beleid - Overeenkomst 2016 - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 07 janvier 2016;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15 mars

2016 approuvant la proposition de projets 2016 pour la Politique de la Ville ;

Vu l'importance pour la Commune de pouvoir disposer de ce budget subsidié d'un montant de 1.424.140,00€, afin de pouvoir mener à bien certains projets ;

Vu l'importance sociale et économique de ces projets ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.03.2016 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE

1. D'approuver la convention 2016 conclue entre la Commune et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;
2. De donner délégation au Collège des Bourgmestres et Echevins pour signer les conventions particulières d'exécution avec les partenaires locaux.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 07 januari 2016;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 maart 2016, goedkeuring gevende aan het programma van 2016 van het Stedelijk Beleid ;

Gelet op het belang, voor de Gemeente, om over een gesubsidieerde begroting van 1.424.140,00€ te kunnen beschikken, teneinde bepaalde projecten uit te voeren;

Gelet op het sociaal en economisch belang van die projecten;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.03.2016;  
Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT

1. De overeenkomst 2016 tussen de Gemeente en de Brusselse Hoofdstedelijk Regering.
2. Aan het College van Burgemeester en Schepenen volmacht te geven om de bijzondere uitvoer overeenkomsten met de lokale partners te ondertekenen.

SERVICES GÉNÉRAUX ==- ALGEMENE ZAKEN

Affaires juridiques ==- Juridische Zaken

**SP 9.- Aff. c/ ETAT BELGE (Ministre des Finances) - Dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier opéré au bénéfice de la R.T.B.F. et de la V.R.T. - Action en responsabilité (civile) - Citation de la R.T.B.F. et de la V.R.T. en intervention forcée ==- Ged. t/ BELGISCHE STAAT (Minister van Financiën) - Belastingverlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing verricht ten voordele van de R.T.B.F. en van de V.R.T. - Vordering in (burgerlijke) aansprakelijkheid - Dagvaarding van de R.T.B.F. en van de V.R.T. in gedwongen tussenkomst**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 123-8° et 270 de la nouvelle loi communale ;  
Revu sa délibération du 28 octobre 2015 (objet n° 34 de l'ordre du jour) portant l'autorisation requise d'agir en justice en responsabilité (civile) contre l'Etat belge (Ministre des Finances) dans ce dossier, ayant pour objet le dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier opéré en faveur de la R.T.B.F. et de la V.R.T. ;  
Considérant qu'il y a aussi lieu de citer la R.T.B.F. et la V.R.T., en tant que bénéficiaires du dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier litigieux, en intervention forcée, afin d'entendre prononcer contre elles un jugement commun et opposable dans le cadre de l'action en responsabilité (civile) contre l'Etat belge (Ministre des Finances);  
Considérant que l'autorisation du Conseil communal pour agir en justice est requise pour lancer ces citations contre la R.T.B.F. et la V.R.T. ;  
DÉCIDE :  
D'accorder l'autorisation pour citer la R.T.B.F. et la V.R.T. en intervention forcée, afin d'entendre prononcer contre elles un jugement commun et opposable, dans le cadre de l'action en responsabilité (civile) à introduire contre l'Etat belge (Ministre des Finances).

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 123-8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Herzien haar beraadslaging van 28 oktober 2015 (voorwerp nr. 34 van de dagorde) houdend de vereiste machtiging om in rechte op te treden in (burgerlijke) aansprakelijkheid tegen de Belgische Staat (Minister van Financiën) in dit dossier m.b.t. de belastingverlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing verricht ten voordele van de R.T.B.F. en de V.R.T.;

Overwegende dat het ook past dat de R.T.B.F. en de V.R.T., als begunstigen van de betwiste belastingverlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, gedagvaard worden in gedwongen tussenkomst, ten einde tegen hen een gemeen en opponeerbaar vonnis te horen uitspreken in het kader van de rechtsvordering in (burgerlijke) aansprakelijkheid tegen de Belgische Staat (Minister van Financiën);

Overwegende dat de machtiging van de Gemeenteraad om in rechte op te treden vereist wordt om deze dagvaardingen te doen aan de R.T.B.F. en de V.R.T.;

BESLUIT :

De machtiging te verlenen om de R.T.B.F. en de V.R.T. te dagvaarden in gedwongen tussenkomst, ten einde tegen hen een gemeen en opponeerbaar vonnis te horen uitspreken in het kader van de rechtsvordering in (burgerlijke) aansprakelijkheid tegen de Belgische Staat (Minister van Financiën).

**SP 10.- Aff. c/ ETAT BELGE (Ministre des Finances) - Dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier opéré en faveur de la R.T.B.F. et de la V.R.T. - Action en "tierce opposition" contre l'arrêt rendu le 24 mars 2010 par la Cour d'appel de Bruxelles en la cause "R.T.B.F. contre Etat belge (Ministre des Finances)" référencée "2007/AR/944" -- Ged. t/ BELGISCHE STAAT (Minister van Financiën) - Belasting verlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing verricht ten gunste van de R.T.B.F. en de V.R.T. - Rechtsvordering in "derdenverzet" tegen het arrest uitgesproken op 24 maart 2010 door het Hof van beroep te Brussel in de zaak "R.T.B.F. tegen Belgische Staat (Minister van Financiën)" met referte "2007/AR/944"**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 123-8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 28 octobre 2015 (objet n° 34 de l'ordre du jour) portant l'autorisation requise d'agir en justice en responsabilité (civile) contre l'Etat belge (Ministre des Finances) dans ce dossier, ayant pour objet le dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier opéré en faveur de la R.T.B.F. et de la V.R.T. ;

Considérant qu'il semblerait que le dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier litigieux ait été opéré, en tout ou en partie, sur base de l'arrêt rendu le 24 mars 2010 par la Cour d'appel de Bruxelles dans la cause « R.T.B.F. contre Etat belge (représenté par le Ministre des Finances) » référencée « 2007/AR/944 » ;

Considérant qu'il paraît indiqué que la Commune introduise également, en même temps que son action en responsabilité (civile) contre l'Etat belge (Ministre des Finances), un recours en "tierce opposition" contre cet arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 24 mars 2010 ;

Que le recours en "tierce opposition" est une voie de recours en justice extraordinaire, qui est prévue par le Code judiciaire (art. 1122 et suivants) ; qu'elle peut être exercée contre une décision rendue par les Cours et Tribunaux judiciaires (hormis contre les arrêts de la Cour de cassation), par « toute personne qui n'a pas été dûment appelée ou n'est pas intervenue à la cause en la même qualité », lorsque la décision attaquée « préjudicie à ses droits » ;

Que la Commune aura ainsi l'opportunité de faire valoir sa position contre les arguments invoqués par la R.T.B.F. (que l'Etat belge, représenté par le Ministre des Finances, n'a pas convenablement combattus), - selon laquelle il n'existe pas de principe général de droit qui exonère l'Etat de tous impôts communaux, et la R.T.B.F., qui est assimilée à l'Etat en ce qui concerne l'application des lois et règlements relatifs aux impôts des provinces et des communes (article 30 de la loi du 18 mai 1960 organique des instituts de radiodiffusion et télévision belge), ne peut donc pas en être exonérée (en conséquence de quoi, il y a lieu de considérer que le dégrèvement du précompte immobilier et des centimes additionnels communaux au précompte immobilier en litige a été injustement ordonné par l'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 24 mars 2010) ;

Considérant que l'autorisation du Conseil communal est requise pour exercer un tel recours en "tierce opposition" ;

DÉCIDE :

D'accorder l'autorisation pour exercer un recours en "tierce opposition" à l'encontre de l'arrêt rendu le 24 mars 2010 par la Cour d'appel de Bruxelles dans la cause « R.T.B.F. contre Etat belge (représenté par son Ministre des Finances) » référencée « 2007/AR/944 ».

DE GEMEENTERAAD  
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op de artikelen 123-8° en 270 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Herzien haar beraadslaging van 28 oktober 2015 (voorwerp nr. 34 van de dagorde) houdend de vereiste machtiging om in rechte op te treden in (burgerlijke) aansprakelijkheid tegen de Belgische Staat (Minister van Financiën) in dit dossier m.b.t. de belastingverlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing verricht ten voordele van de R.T.B.F. en de V.R.T.;

Overwegende dat naar het schijnt de betwiste belastingverlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing ten gehele of gedeeltelijk verricht zou worden geweest op basis van het arrest uitgesproken op 24 maart 2010 door het Hof van beroep te Brussel in de zaak "R.T.B.F. tegen Belgische Staat (vertegenwoordigd door de Minister van Financiën)" met referte "2007/AR/944";

Overwegende dat het raadzaam wordt dat de Gemeente eveneens, tegelijkertijd met zijn rechtsvordering in (burgerlijke) aansprakelijkheid tegen de Belgische Staat (Minister van Financiën), een beroep in "*derdenverzet*" indient tegen dit arrest van het Hof van beroep te Brussel van 24 maart 2010;

Dat het beroep in "*derdenverzet*" een buitengewone rechtsmiddel is dat door het Gerechtelijk Wetboek wordt voorzien (art. 1122 en volgende); dat dit rechtsmiddel uitgeoefend wordt tegen een beslissing uitgesproken door de gerechtelijke Hoeven en Rechtbanken (behalve tegen de arresten van het Hof van Cassatie), door "*ieder die niet behoorlijk is opgeroepen of niet in dezelfde hoedanigheid in de zaak is tussen gekomen*", wanneer de bestreden beslissing "*zijn rechten benadeelt*"; Dat de Gemeente zo de opportuniteit zal krijgen haar standpunt te doen gelden tegen de argumenten van de R.T.B.F. (die de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Financiën, niet behoorlijk bestreden heeft), - volgens het welke geen algemeen rechtsprincipe bestaat dat de vrijstelling van alle gemeentelijke belastingen voorziet ten gunste van de Staat, en de R.T.B.F., die gelijkgesteld wordt met de Staat wat de toepassing van de wetten en de reglementen betreft inzake belastingen van de provinciën en de gemeenten (art. 30 van de wet van 18 mei 1960 houdende organisatie van de Instituten der Belgische Radio en Televisie), dan ook er niet van vrijgesteld wordt (er dient diensgevolge beschouwd te worden dat de belastingverlichting van de onroerende voorheffing en van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing waarover het geding liep onjuist bevolen werd door het arrest van het Hof van beroep te Brussel van 24 maart 2010);

Overwegende dat de machtiging van de Gemeenteraad vereist wordt ten einde zo'n beroep in "*derdenverzet*" uit te oefenen;

BESLUIT :

De machtiging te verlenen om een beroep in "*derdenverzet*" uit te oefenen tegen het arrest uitgesproken op 24 maart 2010 door het Hof van beroep te Brussel in de zaak "R.T.B.F. tegen Belgische Staat (vertegenwoordigd door de Minister van Financiën)" met referte "2007/AR/944".

**Gestion immobilière technique ==- Technisch vastgoedbeheer**

**SP 11.- Complexe Tamines - Rue Stephenson, 80-84 - Occupation par l'asbl Créactions - Prise en location d'une superficie supplémentaire de 84,22 m<sup>2</sup> - Avenant et Bail à rénovation - Approbation ==- Complex Tamines - Stephensonstraat, 80-84 - Bezetting door de vzw Créactions - Huurneming van een nieuwe oppervlakte van 84,22 m<sup>2</sup> - Aanhangel en renovatiehuurceel - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

Vu sa délibération du 19.09.2012

Vu la décision que l'asbl occupe une nouvelle superficie de 84,22 m<sup>2</sup> et fasse les travaux de rénovation

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25.08.2015

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.02.2016

Considérant qu'il y a lieu de faire suite à cette décision

DECIDE :

1. que l'asbl Créactions occupe une nouvelle superficie de 84,22 m<sup>2</sup> (local E02 (54,35m<sup>2</sup>) et local E09 (29,87m<sup>2</sup>) pour un loyer additionnel de 42,06 €, soit un loyer total de 258 €
2. que l'asbl prenne en charge des travaux de rénovation pour ces nouveaux espaces
3. adopter un avenant à la convention existante (déposé au dossier) pour l'extension des locaux qui seront mutualisés et sous-loués pendant les périodes d'inoccupation auprès d'autres associations (le tarif ne dépassant pas les charges de gestion de l'asbl Créactions)
4. adopter un bail à rénovation (déposé au dossier) de 15 ans avec exemption de loyer pendant 9 ans et 2 mois pour la prise en charge des travaux

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op haar beraadslaging dd. 19.09.2012

Gelet op de beslissing dat de vzw een nieuwe oppervlakte van 84,22 m<sup>2</sup> bezet en dat ze de renovatiewerken maakt

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 25.08.2015

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester e Schepenen dd. 23.02.2016

Overwegende dat het past om gevolg aan deze beslissing te geven

BESLUIT :

1. dat de vzw Créactions een nieuwe oppervlakte van 84,22 m<sup>2</sup> (lokaal E02 (54,35 m<sup>2</sup>) en het lokaal E09 (29,87 m<sup>2</sup>) bezet, voor een extra huurprijs van 42,06 €, en dus een globale huurprijs van 258 €
2. dat de vzw de renovatiewerken voor deze nieuwe ruimten ten laste neemt
3. een aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst (neergelegd aan het dossier) voor de uitbreiding van de lokalen aan te nemen. Deze lokalen zullen deelgenomen en onderverhuurd worden tijdens de onbezette tijdperken door anderen verenigingen (de tarieven zullen niet hoger zijn dan het beheerlasten van de vzw Créactions)
4. een renovatiehuurceel (neergelegd in het dossier) van 15 jaar aan te nemen met een vrijstelling van huurprijs gedurende 9 jaar en 2 maanden voor de realisatie van de renovatiewerken

#### **SP 12.- Projet Van Oost - Vente des terrains communaux avenue Voltaire - Approbation --- Project Van Oost - Verkoop van de gemeentelijke terreinen gelegen Voltairelaan - Goedkeuring**

**Monsieur Vanhalewyn expose le point**

**Monsieur Bernard intervient**

**Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Vanhalewyn répondent**

**Madame Vriamont intervient**

**Monsieur Vanhalewyn répond**

#### DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 31 voix contre 0 et 1 abstention(s). --- Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

#### LE CONSEIL COMMUNAL

*Décidé, par 31 voix contre 0 et 1 abstention(s).*

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

Vu le marché public de travaux pour la revitalisation des sites Van Oost, Capronnier et Voltaire

Vu sa délibération du 23.02.2013

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23.02.2016

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.03.2016

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à ces décisions

DECIDE :

de marquer son accord sur la levée l'option de vente des terrains Voltaire cadastrés ou l'ayant été 2ème division section A nr 405 E2 et 409 R2 dans le cadre du dossier de revitalisation Van Oost-Capronnier-Voltaire au prix de 1.040.000 €

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet  
Gelet op de overheidsopdrachten voor werken voor de revitalisatie van de sites Van Oost, Capronnier en Voltaire  
Gelet op haar beraadslaging dd. 23.02.2013  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 23.02.2016  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 15.03.2016  
Overwegen dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissingen  
BESLUIT :  
akkoord te gaan met de uitoefening van de verkoopoptie van de terreinen gelegen Voltairelaan gekadastréerd of geweest zijnde 2de Afdeling sectie A nr 405 E2 en 409 R2 in het raam van het dossier van revitalisatie Van Oost, Capronnier, Voltaire tegen de prijs van 1.040.000 €

RESSOURCES HUMAINES ==- HUMAN RESOURCES

Service du Personnel ==- Personeelsdienst

**SP 13.- Modification du cadre du personnel et du personnel ACS -  
Départements Enseignement communal francophone, Développement  
stratégique et durable/Infrastructure, Affaires générales - Approbation  
==- Wijziging van de personeelsformatie en van de Gesco-  
personeelsformatie - Departementen Franstalig Openbaar onderwijs,  
Strategische en Duurzame ontwikkeling / Infrastructuur en Algemene  
Zaken" - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité.

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;  
Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;  
Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel;  
Vu sa délibération du 16 décembre 2015 approuvant la convention avec l'asbl Oeuvres des colonies scolaires;  
Considérant qu'il y a lieu de rassembler au sein d'un même service les fonctions en rapport avec la gestion du développement urbain, au sein du département Développement stratégique et durable;  
Considérant qu'il y a lieu de moderniser le nom de certains services;  
Considérant qu'il y a lieu de prendre les dispositions nécessaires en vue de faire évoluer la carrière des agents sous statut ACS;  
Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel les modifications qui s'imposent;  
Sur proposition du Collège du 16 février 2016 ;  
Vu l'avis favorable de l'inspection régionale ;  
Vu le protocole d'accord unanime signé en séance du Comité particulier de négociation du 16 mars 2016;

DÉCIDE

De modifier comme suit le cadre du personnel et du personnel ACS :

Département des Affaires générales:

- transformer 1 emploi d'assistant administratif ACS du service Sanctions administratives en emploi d'assistant administratif
- transformer 1 emploi d'adjoint administratif du service Accueil - Expédition en emploi d'adjoint administratif ACS

Département Développement stratégique et durable - service Mobilité:

- modifier le nom du service "Mobilité" en "Développement urbain et mobilité"
- transférer l'emploi de secrétaire d'administration de la division Urbanisme-Environnement - cellule Logement - département Infrastructure vers le nouveau service Développement urbain et Mobilité, et supprimer cette cellule au sein de la division Urbanisme et Environnement - département Infrastructure
- modifier les 2 emplois existants de "secrétaire d'administration - conseiller en mobilité" en emplois de "secrétaire d'administration"



Département Enseignement communal:

- mettre en extinction d'1 emploi d'assistant administratif de la section Aides pédagogiques et Accueil temps libre

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117,119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;  
Gelet op haar besluit van 13 mei 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie;  
Gelet op haar besluit van 16 december 2015 houdende goedkeuring van de overeenkomst met de vzw Oeuvres des colonies scolaires;  
Overwegende dat het past om in een unieke dienst de functies in verband met het beheer van de ontwikkeling van de stad, in het departement Strategische en Duurzame ontwikkeling bijeenbrengen;  
Overwegende dat het past om de benaming van enkele diensten te moderniseren;  
Overwegende dat het past om de noodzakelijke beschikkingen te nemen om de loopbaan van de Gesco's te doen evolueren;  
Overwegende dat het past in de personeelsformatie de nodige wijzigingen aan te brengen;  
Op voorstel van het College van 16 februari 2016;  
Gelet op het akkoord van de gewestelijk toezicht;  
Gelet op het protocol van unaniem akkoord ondertekend in de vergadering van het bijzonder onderhandelingscomité van 16 maart 2016;

BESLIST

de personeelsformatie en de Gesco-personeelsformatie, als volgt te wijzigen :

Departement Algemene Zaken:

- wijziging van 1 betrekking van administratief assistent Gesco van de dienst Administratieve sancties in 1 betrekking van administratief assistent  
- wijziging van 1 betrekking van administratief adjunct van de dienst Onthaal-Verzending in 1 betrekking van administratief adjunct Gesco

Departement Strategische en duurzame ontwikkeling - dienst Mobiliteit:

- wijziging van de benaming van de dienst "Mobiliteit" in dienst " Stadsontwikkeling en Mobiliteit"

- overplaatsing van de betrekking van bestuurssecretaris van de afdeling Stedenbouw en Milieu - cel Huisvesting - departement Infrastructuur naar de nieuwe dienst "Stadsontwikkeling en Mobiliteit", en afschaffing van deze cel van de afdeling Stedenbouw en Milieu - departement Infrastructuur

- wijziging van de 2 bestaande betrekkingen van "bestuurssecretaris - mobiliteitradgever" in "bestuurssecretaris"

Departement Franstalig Openbaar onderwijs:

- uitdoving van 1 betrekking van administratief assistent van de afdeling van Pedagogische steun en buitenschoolse opvang

INFRASTRUCTURES ==- INFRASTRUCTUUR

**Architecture et Bâtiments ==- Architectuur en gebouwen**

**SP 14.- Immeuble communal de patrimoine privé sis rue F.J. Navez 110 -  
Achat et placement d'une pompe vide-cave - Pour information ==-  
Gebouw behorende tot het gemeentelijke privépatrimonium, gelegen  
F.J. Navezstraat 110 - Aankoop en plaatsing van een dompelpomp - Ter  
informatie**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;  
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;  
 Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;  
 Considérant que la pompe vide-cave de l'immeuble communal de patrimoine privé sis F.J. Navez 110 est en panne;  
 Vu le risque d'inondation pour ce bâtiment dû à cette panne;  
 Considérant qu'il conviendrait de faire remplacer cette pompe au plus vite par une entreprise spécialisée;  
 Considérant que plusieurs firmes spécialisées ont été consultées par le fonctionnaire en charge de ce bâtiment;  
 Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15 mars 2016 de:

1. D'approuver l'appel à la concurrence pour les travaux susmentionnés;
2. D'arrêter le mode de passation et fixer les conditions du marché: procédure négociée sans publicité sur facture acceptée, après consultation de plusieurs firmes spécialisées et d'attribuer le marché à l'entreprise ayant remis l'offre la plus avantageuse économiquement, pour le prix de 2.306,26€ TVAC;
3. D'engager la dépense à l'article 124/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2016;
4. Financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION  
 la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins du 15 mars 2016.

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
 Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten - klassieke sectoren;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
 Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
 Overwegende dat de pomp van het gebouw behorende tot het gemeentelijke privépatrimonium, gelegen F.J. Navezstraat 110, defect is;  
 Gelet op het gevaar voor onderlopen van de kelder van dit gebouw te wijten aan dit defect;  
 Overwegende dat het zou passen deze pomp zo snel mogelijk door een gespecialiseerde firma te laten vervangen;  
 Overwegende dat meerdere gespecialiseerde firma's werden geraadpleegd door de ambtenaar belast met het onderhoud van dit gebouw ;  
 Gelet op het Collegebesluit van 15 maart 2016, houdende :

1. goedkeuring van de oproep tot mededinging voor bovenvermelde werken;
2. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op aanvaarde factuur, na raadpleging van verschillende gespecialiseerde firma's, en gunning van de opdracht aan de firma die de economisch voordeligste offerte indiende, voor de prijs van 2.306,26 €, BTW inbegrepen;
3. aanrekening van de uitgave op artikel 124/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2016;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE  
 bovenvermeld collegebesluit van 15 maart 2016.

**SP 15.- Contrat de quartier durable Reine-Progrès - Etude détaillée et étude de risque pour la parcelle située rue Jolly 170-172 - Pour information ==- Duurzaam Wijkcontract Koningin-Vooruitgang - Gedetailleerde studie en risicoanalyse van het perceel gelegen Jollystraat 170-172 - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;  
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;  
Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine ;  
Considérant que la parcelle située rue Jolly 170-172 est une opération du contrat de quartier durable REINE PROGRES ;  
Considérant que cette acquisition s'est réalisée par le biais d'une expropriation ;  
Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués ;  
Considérant que l'ordonnance citée ci-dessus préconise la réalisation d'une étude détaillée et de risque dans le contexte susmentionné;  
Considérant qu'il convient de réaliser ces études au plus vite;  
Considérant que plusieurs firmes spécialisées ont été consultées à cette fin;  
Considérant que la dépense sera financée à concurrence de 95% par des subsides et le solde par un emprunt ;  
Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 922/721-60/2016-09/57 du budget extraordinaire;  
Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 15/03/2016 :

1. D'approuver l'appel à la concurrence en vue de désigner un bureau d'études spécialisé à même d'élaborer une étude détaillée et de risque de la parcelle sise 170-172 rue Jolly;
2. D'arrêter le mode de passation et fixer les conditions du marché: procédure négociée sans publicité sur facture acceptée après consultation de plusieurs firmes spécialisées et d'attribuer le marché à l'entreprise ayant remis l'offre la plus avantageuse, pour le prix de 4.759,54€ TVA incluse;
3. D'engager la dépense de 4.759,54€ TVAC à l'article 922/721-60/2016-09/57 du budget extraordinaire 2016;
4. De financer la dépense à concurrence de 95% par des subsides et les 5% restants par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION

la décision précitée du collège des bourgmestre et échevins du 15 mars 2016.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 26 §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;  
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - in het bijzonder het artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 tot uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Overwegende dat het perceel gelegen 170-172 Jollystraat een operatie is van het duurzame wijkcontract KONINGIN VOORUITGANG;

Overwegende dat de aankoop ervan is doorgedaan via een onteigening;

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems;

Overwegende dat de bovenvermelde ordonnantie in hoger vermeldde context de uitvoering aanbeveelt van een gedetailleerde studie en risicoanalyse;

Overwegende dat het zou passen deze studies zo snel mogelijk uit te voeren;

Overwegende dat meerdere gespecialiseerde firma's hiertoe werden geraadpleegd;

Overwegende dat de uitgave ten belope van 95 % zal gefinancierd worden met subsidies en het saldo met een lening;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op artikel 922/721-60/2016-09/57 van de buitengewone begroting;

Gelet op het collegebesluit van 15/03/2016, houdende :

1. goedkeuring van de oproep tot mededinging met het oog op de aanduiding van een gespecialiseerd studiebureau dat in staat is een gedetailleerde studie en een risicoanalyse uit te voeren van het perceel gelegen Jollystraat 170-172;
2. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op aanvaarde factuur, na raadpleging van meerdere gespecialiseerde firma's en gunning van de opdracht aan de onderneming die de voordeligste offerte indiende, voor de prijs van 4.759,54 €, BTW inbegrepen;
3. vastlegging van de uitgave van 4.759,54 BTW inbegrepen op artikel 922/721-60/2016-09/57 van de buitengewone begroting over 2016;
4. financiering van de uitgave ten belope van 95 % met subsidies en de resterende 5 % met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

voormeld collegebesluit van 15 maart 2016.

**SP 16.- Mission d'études pour l'aménagement d'un local serveur informatique au CTR- Marché par procédure négociée sans publicité - Pour information -- Studieopdracht voor de inrichting van een serverlokaal in het TCR - Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle, des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant qu'au CTR, un local serveur informatique doit être aménagé;

Considérant que des enjeux environnementaux sont liés à la consommation d'électricité des centres de données et à leur coproduit qu'est la chaleur;

Considérant, par conséquent, qu'il pourrait être judicieux de récupérer la chaleur produite par les serveurs;

Considérant qu'il serait fait appel à un bureau d'engineering privé pour étudier la meilleure façon de récupérer la chaleur;

Considérant que le bureau d'études étudiera des pistes "écoresponsables" de récupération d'énergie, à savoir :

- recours au placement de panneaux photovoltaïques
- régulation thermique ( placement d'une climatisation par pompes à chaleur inversée en circuit fermé)
- utilisation des frigories de l'air externe
- récupération et utilisation des calories

Considérant que si l'étude s'avère probante, les travaux d'aménagement du local serveur informatique pourraient être subsidiés par le FPGV;

Vu la décision du collège du 23 février 2016 ,

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit

PREND POUR INFORMATION :

la décision du collège du 23 février 2016 par laquelle

1. il décide d' approuver le projet de confier, au secteur privé, une mission d'engineering en vue d'aménager un local serveur informatique
2. arrêter le mode de passation du marché - procédure négociée sans publicité - et fixer les conditions du marché telle que précisées dans le cahier des charges scha/infra/2016/005 en annexe
3. d'imputer la dépense estimée à 25.000 € TVAC à l'article 137/733-60 de 2016
4. de financer la dépense par l'emprunt.

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Overwegende dat op het TCR een lokaal voor een informaticaserver moet worden ingericht;

Overwegende dat het elektriciteitsverbruik van geïnformatiseerde databanken en hun bijproduct, namelijk warmte, gevolgen heeft voor het milieu;

Overwegende dat het bijgevolg verstandig zou zijn de door de servers geproduceerde warmte te recupereren;

Overwegende dat een beroep zou worden gedaan op een privé ingenieursbureau om de beste manier te bestuderen om de warmte te recupereren;

Overwegende dat het studie bureau de 'ecologisch verantwoorde' pistes voor energierecuperatie zal bestuderen, namelijk :

- gebruik maken van fotovoltaïsche zonnepanelen
- warmteregeling (plaatsing van een klimaatregeling met pompen met warmtewisselaar in een gesloten circuit)
- gebruik van de frigorieën van de buitenlucht
- recuperatie en gebruik van de calorieën

Overwegende dat, indien de studie sluitend is, de inrichtingswerken van het serverlokaal door het FGSB zouden kunnen worden betoelaagd;

Gelet op het collegebesluit van 23 februari 2016;

Overwegende dat het past er gevolg aan te geven

NEEMT TER INFORMATIE :

het collegebesluit van 23 februari 2016 houdende :

1. goedkeuring van het project om aan de privésector een ingenieursopdracht toe te vertrouwen met het oog op de inrichting van een serverlokaal
2. goedkeuring van de gunningswijze van de opdracht - onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht, zoals vermeld in het bestek Scha/Infra/2016/005 in bijlage

3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 25.000 € BTWI op artikel 137/733-60 van 2016
4. financiering van de kosten met een lening

**SP 17.- Maison de quartier, rue Dupont 58 - Extension de l'alarme anti-intrusion et placement d'un système de parlophonie en option - Mode de passation et conditions du marché de travaux - Pour information ==-  
Buurthuis, Dupontstraat 58 - Uitbreiding van het inbraakalarm en optionele plaatsing van een parlofoniesysteem - Gunningswijze en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;  
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;  
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;  
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;  
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;  
Considérant qu'il s'avère nécessaire d'améliorer la sécurité du bâtiment communal sis rue Dupont 58 abritant une maison de quartier par l'extension du système d'alarme anti-intrusion existant (6 capteurs volumétriques supplémentaires) et le placement d'un système de parlophonie à l'entrée;  
Considérant que trois entreprises ont été consultées;  
Vu les deux offres reçues;  
Vu le devis RW/21-01/15.295.3 du 13 janvier 2016 (variante + option), pour le prix de 4.748,34 €, de l'entreprise ayant remis l'offre techniquement conforme et économiquement la plus avantageuse;  
Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 23 février 2016 dans lequel celui-ci décide de :

1. arrêter le mode de passation (procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée) et fixer les conditions du marché de travaux selon la meilleure offre reçue, techniquement conforme et économiquement la plus avantageuse
2. engager la dépense de 4.748,34 € TVAC à l'article 843/724-60/-/51 du budget extraordinaire de 2016
3. financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 23 février 2016.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;  
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;  
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;  
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt om het gemeentegebouw gelegen Dupontstraat 58, in hetwelk een buurthuis gevestigd is, beter te beveiligen door de uitbreiding van het bestaande inbraakalarm (6 bijkomende volumetrische detectoren) en de plaatsing van een parlofoniesysteem aan de ingang;;

Overwegende dat drie firma's werden geraadpleegd;

Gelet op de twee ontvangen offertes.

Gelet op het bestek RW/21-01/15.295.3 van 13 januari 2016 (variante + optie), voor de prijs van 4.748,34 €, van de firma die een technisch conforme en de economisch voordeligste offerte indiende.

Gelet op het collegebesluit van 23 februari 2016 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op aanvaarde factuur) en van de voorwaarden van de opdracht van werken volgens de beste ontvangen offerte, die technisch conform is en economisch de voordeligste;
2. vastlegging van de uitgave van 4.748,34 €, BTW inclusief, op artikel 843/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2016
3. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit van 23 februari 2016.

**SP 18.- Bâtiments communaux - Calorifugeage des tuyauteries de chauffage - Marché de stock de travaux - Mode de passation et conditions de marché - Pour information ==- Gemeente-eigendommen - Isolatie van de verwarmingsleidingen - Stockopdracht van werken - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la nécessité de poursuivre les travaux d'isolation des tuyauteries de chauffage, d'eau chaude sanitaire et d'eau froide dans les bâtiments communaux; Considérant que ces travaux permettront une nette diminution des déperditions d'énergie par l'isolation thermique des tuyauteries;

Considérant qu'il convient de confier ce marché à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 100.000€ tvac ;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er mars 2016 par lequel il décide:

1. d'approuver le principe du marché visant aux travaux de calorifugeage des tuyauteries dans les bâtiments communaux;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de cinq firmes spécialisées et aux conditions du CSC Scha/Infra/2016/007 ;
3. d'imputer la dépense estimée à 100.000€ à l'article 137/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2016;
4. de financer la dépense par l'emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er mars 2016

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1<sup>o</sup>a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren,  
 Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
 Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;  
 Overwegende de noodzaak om de isolatiewerken verder te zetten van de buizen van de verwarmingsinstallaties en van het sanitair warm en koud water in de gemeentegebouwen;  
 Overwegende dat deze werken de energieverliezen duidelijk zullen verminderen door de thermische isolatie van de buizen;  
 Overwegende dat het past om deze opdracht toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;  
 Overwegende dat de kosten voor deze operatie geraamd werden op 100.000 €, BTW inbegrepen;  
 Gelet op het Collegebesluit van 1 maart 2016 houdende:

1. principiële goedkeuring van de werken met het oog op de thermische isolatie van buizen in de gemeentegebouwen ;
2. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van vijf gespecialiseerde firma's, aan de voorwaarden van het bijzonder bestek Scha/Infra/2016/007;
3. aanrekening van de op 100.000 EUR geraamde uitgave, op het artikel 137/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2016;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

Voorνοemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 maart 2016.

**SP 19.- Divers bâtiments scolaires - Travaux de neutralisation, démantèlement et évacuation d'anciennes citernes à mazout - Mode de passation et conditions du marché - Pour information --- Verschiedene schoolgebouwen - Neutralisatie, ontmanteling en verwijdering van oude stookolietanks - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;  
 Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;  
 Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;  
 Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1<sup>o</sup> a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;  
 Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;  
 Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;  
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;  
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe 1B, 2 et 3;



Considérant que, selon la législation en vigueur en matière de permis d'environnement, une citerne à mazout non enfouie qui n'est plus utilisée et qui n'a pas été mise hors service, constitue une installation soumise à permis d'environnement si sa capacité est supérieure à 3000L;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la neutralisation du fioul résiduel, au démantèlement et à l'évacuation de citernes à mazout désaffectées de quatre écoles communales;

Considérant que cette procédure de mise hors-service est imposée par Bruxelles-Environnement;

Considérant que les bâtiments concernés sont les écoles primaires n°2, rue Gallait 131, n° 8 rue Gaucheret 124A, n°3, rue Rogier 188 et l'athénée communal Fernand Blum - section Roodebeek;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2016/006;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité après consultation de trois sociétés;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 € TVAC;

Vu la décision du collège du 15 mars 2016 par laquelle il décide de:

1. Arrêter le mode de passation du marché de travaux selon la procédure négociée sans publicité après consultation de trois sociétés
2. Fixer les conditions du marché selon le cahier spécial des charges Scha/Infra/2016/006
3. Imputer la dépense estimée à 50.000 € aux articles 722/724-60/-/51 (38.000 €) et 731/724-60/-/51 (12.000 €) du budget extraordinaire 2016
4. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

la décision du collège du 15 mars 2016

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad; Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur; Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a (limiet van 85.000,00 € excl. btw niet bereikt);

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 maart 1999 tot bepaling van de lijst van installaties van klasse 1B, 2 en 3;

Overwegende dat volgens de geldende wetgeving inzake milieuvergunningen, een bovengrondse stookolietank die niet meer wordt gebruikt en niet buiten gebruik werd gesteld, onderworpen is aan een milieuvergunning indien het vermogen ervan hoger ligt dan 3000 L;

Overwegende dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de neutralisatie van de overblijvende stookolie en de ontmanteling en verwijdering van de ongebruikte stookolietanks van 4 gemeentescholen;

Overwegende deze procedure van buiten dienststelling door Leefmilieu Brussel wordt opgelegd;

Overwegende dat de betroffen gebouwen de volgende zijn : basisschool nr. 2, Gallaitstraat 131, basisschool nr. 8 Gaucheretstraat 124A, basisschool nr. 3, Rogierstraat 188 en het gemeentelijke Atheneum Fernand Blum - afdeling Roodebeek;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2016/006;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking na raadpleging van drie firma's;

Overwegende dat de kostenraming voor deze opdracht 50.000 € bedraagt, BTW inbegrepen;

Gelet op het collegebesluit van 15 maart 2016 houdende :

1. vaststelling van de gunningswijze van de opdracht van werken, namelijk de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie ondernemingen
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens het bijzonder bestek Scha/Infra/2016/006;
3. aanrekening van de uitgave geraamd op 50.000 € op de artikels 722/724-60/-/51 (38.000 €) en 731/724-60/-/51(12.000 €) van de buitengewone begroting over 2016;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

het collegebesluit van 15 maart 2016

**SP 20.- Centre Technique Rodenbach, avenues G. Rodenbach et Colonel Picquart et rue Anatole France - Aménagement des espaces de stationnement et de stockage - Marché de service - Mode de passation et conditions du marché - Approbation ==- Technisch Centrum Rodenbach, G. Rodenbachlaan, Kolonel Picquartlaan en Anatole Francestraat - Herinrichting van de parkeer- en stockageruimtes - Dienstenopdracht - Gunningwijze en opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29 octobre 2013 par laquelle il désigne un bureau de consultance chargé de l'étude des opportunités de développement du Centre Technique Rodenbach (CTR);

Considérant que cette étude a permis d'étudier le potentiel de valorisation du site du CTR de manière à définir les différentes opportunités pour son développement eu égard aux différentes fonctions prévues et d'estimer différents scénarios de réaffectation et d'extension;

Considérant que cette étude a permis de définir un scénario permettant d'accueillir un espace de stationnement pour la totalité du charroi communal, l'aménagement d'un atelier de carrosserie et l'extension pour l'atelier de menuiserie ainsi que l'aménagement de zones de stockage pour différents services communaux;

Considérant que le projet de réaménagement du CTR consisterait en la construction d'un niveau supplémentaire au-dessus du parking existant destiné au stationnement des véhicules communaux et à des zones de stockage, l'aménagement d'un atelier garage et carrosserie, la rénovation du parking existant pour le stationnement des véhicules communaux et de la Police, la rénovation de locaux existants pour y installer l'extension de l'atelier menuiserie ainsi que l'aménagement d'une issue de secours et la réalisation des systèmes de ventilation pour les locaux de l'Imprimerie et des Archives;

Considérant que ces travaux sont estimés à 3,5 millions d'euros;

Considérant qu'il convient au préalable de désigner un auteur de projet chargé de l'étude de stabilité, des techniques spéciales, de l'acoustique, de l'inventaire amiante et de la mission PEB en tenant compte des

contraintes opérationnelles liées à l'occupation du site pendant les travaux;

Considérant que cette mission est estimée à 350.000€ TVAC;

Vu le CSC dont référence Scha/Infra/2016/009 établi par le service Architecture de l'Administration;

DECIDE :

1. d'approuver le principe d'aménagement d'espaces de stationnement, de stockage et des ateliers au Centre Technique Rodenbach;
2. d'approuver de confier la mission d'études à un bureau d'architecture privé;
3. d'approuver le montant du marché de services estimé à 350.000€ TVA comprise;
4. de fixer le mode de passation : appel d'offres restreint;
5. de fixer les conditions du marché reprises au cahier spécial des charges dont référence Scha/Infra/2016/009 déposé au dossier;
6. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin des Adjudications;
7. d'imputer la dépense à l'article 137/733-60/-/51 du budget extraordinaire 2016;
8. de financer la dépense par
  - la recette de la vente du terrain sis à l'angle des rues H. Evenepoel/ J. Lebrun : 300.000€
  - emprunt pour le solde restant : 50.000€
9. de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle spéciale.

#### DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen,

inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het collegebesluit van 29 oktober 2013 houdende aanduiding van een consultancy bureau belast met de studie van de ontwikkelingsmogelijkheden van het Technisch Centrum Rodenbach (TCR);

Overwegende dat deze studie toegelaten heeft het opwaarderingspotentieel van de site TCR te onderzoeken en de verschillende ontwikkelingsmogelijkheden te bepalen, rekening houdend met de verschillende functies die er zijn voorzien, alsook de verschillende scenario's voor herbesteding en uitbreiding te becijferen; Overwegende dat deze studie toeliet een scenario te definiëren dat de mogelijkheid biedt parkeerterrein te voorzien voor het volledige gemeentelijke wagenpark, de inrichting van een carrosserie-atelier en de uitbreiding van het schrijnwerkersatelier, alsook de inrichting van de stockegezones voor de verschillende gemeentediensten;

Overwegende dat het herinrichtingsproject van het TCR zou bestaan uit de bouw van een bijkomend niveau boven de bestaande parking dat dienst zou doen als parking voor de gemeentevoertuigen en als stockageruimte, de inrichting van een werkplaats 'garage en carrosserie', de renovatie van de bestaande parking voor het parkeren van de voertuigen van de gemeente en van de Politie, de renovatie van bestaande lokalen om er de uitbreiding van het schrijnwerkersatelier in onder te brengen, alsook de inrichting van een nooduitgang en het voorzien van ventilatiesystemen voor de lokalen van de Drukkerij en de Archieven;

Overwegende dat deze werken werden geraamd op 3,5 miljoen €;

Overwegende dat het past eerst een projectontwerper aan te duiden en deze te belasten met de stabiliteitsstudie, de speciale technieken, de akoestiek, de asbestinventaris en de EPB-opdracht, rekening houdend met de uitvoeringsmogelijkheden verbonden aan de bezetting van de site tijdens de werken;

Overwegende dat deze opdracht werd geraamd op 350.000 €, BTW inbegrepen; Gelet op het bestek met referentie Scha/Infra/2016/009, opgemaakt door de dienst Architectuur van het Gemeentebestuur;

BESLUIT

1. het principe goed te keuren om in het Technisch Centrum Rodenbach parkeer- en stockageruimtes en werkplaatsen in te richten;
2. goedkeuring om deze studieopdracht toe te vertrouwen aan een privé architectenbureau;
3. goedkeuring van het ramingsbedrag van de opdracht van diensten, namelijk 350.000 €, BTW inbegrepen;
4. vaststelling van de gunningswijze : beperkte offerte-aanvraag;
5. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht, opgenomen in het bij het dossier gevoegde bestek met referentie Scha/Infra/2016/009;
6. goedkeuring van de tekst van het in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht;
7. aanrekening van de uitgave op artikel 137/733-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2016;
8. financiering van de kosten met :
  - de inkomsten uit de verkoop van het terrein op de hoek van de straten H. Evenepoel en J. Lebrun : 300.000 €
  - een lening voor het saldo : 50.000 €
9. dit raadsbesluit over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het bijzonder toezicht.

SERVICES ORDINAIRES À LA POPULATION -==- GEWONE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

**Etat civil - Cimetière -==- Burgerlijke Stand - Begraafplaats**

**SP 21.- Aménagement de la morgue intercommunale destinée à l'entreposage de corps en état de décomposition avancée, cellule réfrigérante - Convention de partage de l'équipement et des frais Approbation -==- Uitrusting van de intercommunale mortuarium bestemd voor de bewaring van de lichamen in staat van ontbinding-koelcel - Overeenkomst voor het delen van de uitrusting en de kosten**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 10 décembre 2013 approuvant la proposition de la commune d'Evere d'accepter le transfert de dépouilles mortelles en état de décomposition avancée trouvées sur le territoire de la commune vers la morgue de l'ancien cimetière d'Evere après aménagement.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 31 juillet 2015 mandatant la commune d'Evere pour la réalisation des travaux d'aménagement de la morgue de l'ancien cimetière.

DECIDE

D'adopter la convention de partage d'équipement et de frais ci-annexée

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 10 december 2013 goedkeurende het voorstel van de gemeente Evere voor de overbrenging van de in staat van vergevorderde ontbinding stoffelijk overschot gevonden op het grondgebied van de gemeente naar het mortuarium van de oude begraafplaats van Evere na uitrusting.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 31 juli 2015 machtiging verlenend aan de gemeente Evere voor de uitvoering van de inrichtingswerken van het mortuarium gelegen op het oud kerkhof.

BESLIST

De overeenkomst voor het delen van de uitrusting en de kosten hierbij gevoegd goed te keuren.

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -==- SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

**SP 22.- Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés / Projet de répartition FIPI communal 2016 - Approbation -==- Impulsfonds voor het Migrantenbeleid/Gemeentelijke verdelingproject FIM 2016 - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'initiative du de la commission communautaire française visant à créer un Fonds d'Impulsion pour financer des projets dans le cadre de la Politique des Immigrés ;

Vu l'appel à projet lancé par la commission communautaire française (COCOF)

Vu les informations reçues

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 février 2016

DECIDE

d'approuver la proposition de répartition budgétaire présentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour les actions envisagées. En attente de confirmation de la part de la commission communautaire française (COCOF) du montant attribué à Schaerbeek, cette répartition est basée sur le montant attribué en 2015, soit 114.596 euros.

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het initiatief van de Franse Gemeenschapscommissie om een Impuls Fonds met het oog projecten in het kader van het immigratiebeleid te financieren, te creëren;

Gelet op de oproep gelanceerd door de Franse Gemeenschapscommissie tot het indienen van voorstellen

Gelet op de ontvangen informatie

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 februari 2016

BESLUIT

om de begroting toewijzing zoals voorgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen voor de voorgenomen acties, goed te keuren. In afwachting van de bevestiging van de Franse Gemeenschapscommissie (COCOF) van het toegekende bedrag voor Schaerbeek, is deze verdeling gebaseerd op het bedrag toegewezen in 2015, of € 114.596.

POINTS EN URGENCE -==- PUNTEN IN SPOED

SECRÉTAIRE COMMUNAL -==- GEMEENTESECRETARIS

**Assemblées -==- Vergaderingen**

**SP 80.- Sibelgaz - Eandis Assets - Approbation des points de l'ordre du jour et constatation du mandat pour l'Assemblée Générale d'Eandis Assets du 29 avril 2016 - Sibelgaz secteur Sud -==- Sibelgaz - Eandis Assets - Goedkeuring van de agendapunten en vaststelling van het mandaat voor algemene vergadering Eandis Assets van 29 april 2016 - Sibelgas sector Zuid.**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. -==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

## LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

La commune de Schaerbeek participante à l'association chargée de mission Sibelgaz est concernée par l'opération de fusion en "Eandis Assets", qui a été décidée en décembre 2015 par les assemblées générales de Gaselwest, IMEA, Imewo, Iveka, Iverlek et Sibelgaz;

Par courrier recommandé du 11 mars 2016, la commune de Schaerbeek a été convoquée à participer aux Assemblées générales annuelles de Sibelgaz et d'Eandis Assets qui se tiendront le 29 avril 2016 au "De Montil", Moortelstraat 8 à 1790 Affligem;

Conformément à l'article 704 du Code des Sociétés, les comptes annuels des sociétés fusionnées pour l'exercice comptable précédent sont établis, en cas de fusion, par les organes de gestion de ces sociétés (individuelles) et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale de la société absorbante (Eandis Assets); Les associations de financement du secteur de l'électricité et du gaz, en vertu de l'article 10 du présent projet du décret modificatif portant réglementation de la coopération intercommunale, sont désireuses d'adhérer à Eandis Assets en qualité de "participant de droit public" et de réaliser un apport en capital, sous la condition suspensive de la modification décrétoire précitée et moyennant la ratification par leurs propres Assemblées générales;

Conformément à l'article 44 du Décret flamand du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale, tel que modifié le 18 janvier 2013, le Conseil communal doit marquer son accord sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale;

DECIDE :

Article 1er: de marquer son accord sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association chargée de mission **Sibelgazen** date du vendredi 29 avril 2016 :

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire à propos de l'exercice comptable 2015.
2. Approbation des comptes annuels clôturés le 31 décembre 2015 (bilan, compte de résultats, répartition bénéficiaire, décisions comptables et règles de valorisation)
3. Décharge relative à l'année comptable 2015, à accorder séparément aux administrateurs, aux membres des comités de gestion régionaux et au commissaire.
4. Nominations statutaires
5. Communications statutaires

Article 2: de marquer son accord sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'association chargée de mission **Eandis Assets** en date du vendredi 29 avril 2016 :

1. Rapports du Conseil d'administration et des Commissaires à propos de l'exercice comptable 2015 des gestionnaires de réseau de distribution fusionnés Gaselwest (Eandis Assets), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz.
2. Approbation des comptes annuels des gestionnaires de réseau de distribution fusionnés Gaselwest (Eandis Assets), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz clôturés le 31 décembre 2015 (bilan, compte de résultats, répartition bénéficiaire, décisions comptables et règles de valorisation) conformément à l'article 704 du Code des Sociétés
3. Octroi de la décharge distinctement aux administrateurs, aux membres des comités de gestion régionaux et aux commissaires concernant l'exercice comptable 2015 des gestionnaires de réseau de distribution fusionnés Gaselwest (Eandis Assets), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz.
4. Proposition d'acceptation de l'adhésion des intercommunales de financement en tant que participants à Eandis Assets (sous la condition suspensive de l'approbation de l'article 10 du présent projet du décret modificatif portant réglementation de la coopération intercommunale)
5. Nominations statutaires
6. Communications statutaires

Article 3 : de charger le représentant de la commune de Schaerbeek qui participera aux Assemblées générales des associations chargées de mission **Sibelgazet Eandis Assets** en date du 29 avril 2016, de voter conformément aux décisions prises au sein du Conseil communal de ce jour, en exécution des articles 1er et 2 précités de la présente décision du conseil

Article 4 : de charger le Collège des Bourgmestres et Echevins de l'exécution des décisions précitées et notamment d'en informer Eandis Assets, à l'attention de son secrétariat, exclusivement par PDF et à l'adresse e-mail [intercommunales@eandis.be](mailto:intercommunales@eandis.be).

## DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

De gemeente Schaarbeek is als deelnemer van de opdrachthoudende vereniging Sibelgas betrokken bij de fusieoperatie in "Eandis Assets" waartoe de algemene vergaderingen van Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas in december 2015 hebben beslist;

De gemeente Schaarbeek werd per aangetekend schrijven van 11 maart 2016 opgeroepen om deel te nemen aan de algemene vergaderingen tevens jaarvergadering van Sibelgas en Eandis Assets die op 29 april 2016 plaatshebben in De Montil, Moortelstraat 8 te 1790 Affligem;

Overeenkomstig artikel 704 van het vennootschappenwetboek worden bij een fusie de jaarrekeningen van de gefusioneerde vennootschappen met betrekking tot het vorig boekjaar opgesteld door het bestuursorgaan van die (individuele) vennootschappen en onderworpen aan de goedkeuring van de jaarvergadering van de overnemende vennootschap (Eandis Assets);

De financieringsverenigingen uit de elektriciteits- en gasector zijn op grond van artikel 10 van het voorliggend ontwerp van het wijzigingsdecreet houdende de intergemeentelijke samenwerking geïnteresseerd om toe te treden tot Eandis Assets als 'publiekrechtelijke deelnemer' en een kapitaalbreng te realiseren, onder de opschortende voorwaarde van voormelde decreetswijziging en mits bekrachtiging door hun algemene vergaderingen;

Overeenkomstig artikel 44 van het Vlaams decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001, zoals gewijzigd op 18 januari 2013, dient de gemeenteraad zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de algemene vergadering.

### **BESLUIT**

Artikel 1: zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de algemene vergadering van de opdrachthoudende vereniging **Sibelgas**d.d. 29 april 2016:

1. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris over het boekjaar 2015
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 2015 (balans, resultatenrekening, winstverdeling, boekhoudkundige besluiten en waarderingsregels)
3. Kwijting te verlenen afzonderlijk aan de bestuurders, de leden van de regionale bestuurscomités en de commissaris met betrekking tot het boekjaar 2015
4. Statutaire benoemingen
5. Statutaire mededelingen.

Artikel 2: zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de algemene vergadering van de opdrachthoudende vereniging **Eandis Assets**d.d. 29 april 2016:

1. Verslagen van de raad van bestuur en van de commissarissen over het boekjaar 2015 van de gefusioneerde distributienetbeheerders Gaselwest (Eandis Assets), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen van de gefusioneerde distributienetbeheerders Gaselwest (Eandis Assets), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas afgesloten op 31 december 2015 (balans, resultatenrekening, winstverdeling, boekhoudkundige besluiten en waarderingsregels) overeenkomstig artikel 704 van het vennootschappenwetboek.
3. Kwijting te verlenen afzonderlijk aan de bestuurders, de leden van de regionale bestuurscomités en de commissarissen met betrekking tot het boekjaar 2015 van de gefusioneerde distributienetbeheerders Gaselwest (Eandis Assets), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas.
4. Voorstel tot aanvaarding toetreding financieringsintercommunales als deelnemers van Eandis Assets (onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van artikel 10 van het voorliggend ontwerp van het wijzigingsdecreet houdende de intergemeentelijke samenwerking)
5. Statutaire benoemingen.
6. Statutaire mededelingen.

Artikel 3 : de vertegenwoordiger van de gemeente/stad die zal deelnemen aan de algemene vergaderingen van de opdrachthoudende verenigingen **Sibelgasen Eandis Assets** op 29 april 2016, op te dragen zijn/haar stemgedrag af te stemmen op de beslissingen genomen in de gemeenteraad van heden inzake voormelde artikel 1 en 2 van onderhavige raadsbeslissing;

Artikel 4 : het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van voormelde beslissingen en onder meer kennisgeving hiervan te verrichten aan Eandis Assets, ter attentie van het secretariaat, *uitsluitend op het e-mailadres (pdf) [intercommunales@eandis.be](mailto:intercommunales@eandis.be)*.

**SP 81.- Eandis Assets - Désignation du représentant communal pour l'assemblée générale d'Eandis Assets du 29 avril 2016 - Sibelgaz secteur Sud -- Eandis Assets - Aanduiding van gemeentelijke vertegenwoordiger voor algemene vergadering Eandis Assets 29 april 2016 - Sibelgas sector Zuid**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL

*Approuvé à l'unanimité.*

La commune de Schaerbeek participante à l'association chargée de mission Sibelgaz est concernée par l'opération de fusion en 'Eandis Assets', qui a été décidée en décembre 2015 par les assemblées générales de Gaselwest, IMEA, Imewo, Iveka, Iverlek et Sibelgaz.

Par courrier recommandé du 11 mars 2016, la commune de Schaerbeek a été convoquée à participer aux Assemblées générales annuelles de Sibelgaz et d'Eandis Assets qui se tiendront le 29 avril 2016 au « De Montil », Moortelstraat 8 à 1790 Affligem.

L'article 44 du Décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale, tel que modifié le 18 janvier 2013, postule que les communes participantes doivent, par le biais d'une décision du Conseil communal, désigner leurs représentants pour une Assemblée générale d'une association chargée de mission parmi les membres de leurs Conseils communaux et que la constatation du mandat du représentant doit être répétée pour chaque Assemblée générale; À la suite de la modification décréte précitée et conformément à l'article 24 des statuts, il n'est plus nécessaire de désigner les représentants pour chaque Assemblée générale, mais il est aussi possible de les désigner pour plusieurs Assemblées générales, même pour la durée résiduelle de l'actuelle législature (jusqu'à la fin de 2018).

Un membre du comité de gestion régional (CGR) ou du Conseil d'administration de Sibelgaz / d'Eandis Assets ne peut pas être un représentant effectif ou suppléant pour l'Assemblée générale.

DÉCIDE

ARTICLE 1<sup>ER</sup>

de désigner Monsieur Seydi SAG, Conseiller communal en qualité de représentant de la commune en vue de participer aux Assemblées générales des associations chargées de mission Sibelgaz et Eandis Assets en date du 29 avril 2016; ainsi qu'à toutes les Assemblées générales de l'association chargée de mission Eandis Assets qui seront ensuite organisées jusqu'au 31 décembre 2018 inclus;

ARTICLE 2

de désigner Madame Joëlle van ZUYLEN, Conseillère communale, en qualité de représentant suppléant de la commune en vue de participer aux Assemblées générales des associations chargées de mission Sibelgaz et Eandis Assets en date du 29 avril 2016; ainsi qu'à toutes les Assemblées générales de l'association chargée de mission Eandis Assets qui seront ensuite organisées jusqu'au 31 décembre 2018 inclus;

ARTICLE 3

de charger le Collège des bourgmestre et échevins de l'exécution des décisions précitées et notamment d'en informer Eandis Assets, à l'attention de son secrétariat, *exclusivement en PDF et à l'adresse e-mail [intercommunales@eandis.be](mailto:intercommunales@eandis.be)*.



DE GEMEENTERAAD  
*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

De gemeente Schaarbeek is voor de activiteit distributienetbeheer elektriciteit en gas als deelnemer van de opdrachthoudende vereniging Sibelgas betrokken bij de fusieoperatie in 'Eandis Assets' waartoe de algemene vergaderingen van Gaselwest, IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas in december 2015 hebben beslist.

De gemeente Schaarbeek werd per aangetekend schrijven van 11 maart 2016 opgeroepen om deel te nemen aan de algemene vergaderingen tevens jaarvergaderingen van Sibelgas en Eandis Assets die op 29 april 2016 plaatshebben in De Montil, Moortelstraat 8 te 1790 Affligem.

Artikel 44 van het decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking van 6 juli 2001, zoals gewijzigd op 18 januari 2013, bepaalt dat de deelnemende gemeenten hun vertegenwoordigers voor een algemene vergadering van een opdracht-houdende vereniging bij gemeenteraadsbesluit dienen aan te wijzen uit de leden van de gemeenteraad en dat de vaststelling van het mandaat van de vertegenwoordiger dient te worden herhaald voor elke algemene vergadering; Ingevolge voornoemde decreetwijziging en artikel 24 van de statuten is het niet meer noodzakelijk om de vertegenwoordigers aan te duiden per algemene vergadering, maar is het ook mogelijk om ze aan te duiden voor meerdere algemene vergaderingen, zelfs voor de resterende duur van de huidige legislatuur (einde 2018).

Een lid van het regionaal bestuurscomité (RBC) of van de raad van bestuur van Eandis Assets kan geen vertegenwoordiger of plaatsvervangend vertegenwoordiger voor de algemene vergadering zijn.

BESLUIT

ARTIKEL 1

de heer Seydi SAG, Gemeenteraadslid aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente om deel te nemen aan de algemene vergaderingen van de opdrachthoudende verenigingen **Sibelgasen Eandis Assets** op 29 april 2016; alsook aan alle algemene vergaderingen van de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets die daarna georganiseerd worden tot en met 31 december 2018;

ARTIKEL 2

mevrouw Joëlle van ZUYLEN, Gemeenteraadslid, aan te duiden als plaatsvervangend vertegenwoordiger van de gemeente om deel te nemen aan de algemene vergaderingen van de opdrachthoudende verenigingen **Sibelgasen Eandis Assets** op 29 april 2016; alsook aan alle algemene vergaderingen van de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets die daarna georganiseerd worden tot en met 31 december 2018;

ARTIKEL 3

het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van voormelde beslissingen en onder meer kennisgeving hiervan te verrichten aan Eandis Assets, ter attentie van het secretariaat, *uitsluitend op het e-mailadres (pdf) [intercommunales@eandis.be](mailto:intercommunales@eandis.be)*.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

**Programme de prévention urbaine ==- Programma voor stadspreventie SP 82.- Personnel civil supplémentaire chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires alternatives (SEMJA) 2015 - Convention entre le Service Public Fédéral Justice et la Commune - Approbation ==- Bijkomend personeel voor de omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen (SEMJA 2015) - Overeenkomst tussen de Openbare dienst Justitie en de gemeente - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

LE CONSEIL COMMUNAL  
*Approuvé à l'unanimité.*

Vu le courrier daté du 14 mars 2016 du Service Public Fédéral Justice - Direction générale des Maisons de Justice;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2015 accordant une aide financière aux communes et aux villes pour le recrutement de personnel civil supplémentaire chargé de l'encadrement des mesures judiciaires alternatives;  
Vu l'importance pour la commune d'approuver les conventions afin de pouvoir bénéficier de subsides pour mener à bien ses projets;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22 mars 2016;  
DECIDE  
d'approuver cette convention 2015

DE GEMEENTERAAD

*Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.*

Gelet op de brief dd. 14 maart 2016 van de Federale Overheidsdienst Justitie - Algemene Directie vande Justitiehuzen;  
Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2015 betreffende de aanwerving door de gemeenten van bijkomend personeel voor de omkadering van alternatieve gerechtelijke maatregelen;  
Gelet op het belang voor de gemeente om de overeenkomsten goed te keuren zodat zij kan beschikken over subsidies om deze projecten tot een goed einde te brengen;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 22 maart 2016;  
BESLUIT  
het voorstel van overeenkomst 2015 goed te keuren.

\* \* \* \* \*

**Après le point 82 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants == Na het punt 82 hoofdelijke stemming waaraan de volgende**

**gemeenteraadsleden deelnemen :** M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs; M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes-mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, Mahinur Ozdemir, M.-h. Abobakre Bouhjar, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, M.-h. Axel Bernard, Mmes-mevr. Lorraine de Fierlant, Joëlle van Zuylen, M.-h. Quentin van den Hove, Mme-mevr. Barbara Trachte, MM.-hh. Bram Gilles, Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont.

\* \* \* \* \*

\*

\*

\*

\*

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANNONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	1, 4-11, 13-22, 80-82	12
BERNARD GUILLAUME	0	0
ETIENNE NOEL	0	0
GEORGES VERZIN	0	0
MICHEL DE HERDE	0	0
JEAN-PIERRE VAN GORP	0	0
DENIS GRIMBERGHS	0	0
CÉCILE JODOGNE	—	—
EMIN OZKARA	—	—
SAÏT KÖSE	0	0
LAURETTE ONKELINX	0	0
ISABELLE DURANT	0	0
HALIS KÖKTEN	—	—
SADIK KÖKSAL	0	0
IBRAHIM DÖNMEZ	—	—
DERYA ALIC	—	—
MAHINUR OZDEMIR	0	0
FREDERIC NIMAL	0	0
FILIZ GÜLES	—	—
ABOBAKRE BOUHJAR	0	0
MOHAMED EL ARNOUKI	0	0
YVAN DE BEAUFFORT	—	—
ANGELINA CHAN	0	0
MOHAMED REGHIF	0	0
MOHAMED ECHOUEL	0	0
VINCENT VANHALEWYN	0	0
YVES GOLDSTEIN	0	0
HASAN KOYUNCU	—	—
DÖNE SÖNMEZ	0	0
ADELHEID BYTTEBIER	0	0
JAMILA SANHAYI	0	0
SOPHIE QUERTON	0	0
DEBORA LORENZINO	—	—
BURIM DEMIRI	—	—
AXEL BERNARD	0	-
SEYDI SAG	—	—
LORRAINE DE FIERLANT	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	—	—
JOËLLE VAN ZUYLEN	0	0
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0
BARBARA TRACHTE	0	0
BERRIN SAGLAM	—	—
BRAM GILLES	0	0
ASMA METTIOUI	—	—
THOMAS ERALY	0	0
BERNADETTE VRIAMONT	0	0
ERIC PLATTEAU	—	—
BERNARD CLERFAYT	0	0
OUI-JA	32	31
NON-NEEN	0	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	1

ORDRE DU JOUR (REPRISE) ==- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==-

PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

**SP 23.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \*** Premier bilan de la mise en route des Chèques-Sport (Demande de Monsieur Axel BERNARD) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \*** Eerste balans van het opstarten van de sport cheques (Verzoek van de heer Axel BERNARD)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

**SP 83.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \*** La réouverture du carrefour formé par la rue d'Anethan avec la Cage aux Ours (Demande de Monsieur Geroges VERZIN) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \*** De heropening van het kruispunt gevormd door de d'Anethanstraat en de Berenkooi (Verzoek van de heer Georges VERZIN)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

QUESTIONS ORALES ==- MONDELINGE VRAGEN

**SP 24.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \*** L'aménagement et la destination de l'ancienne tribune nord du stade du Crossing (Question de Madame Deborah LORENZINO) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \*** De inrichting en de bestemming van de oude tribune aan de Noorder zijde van het Crossing Stadion (Vraag van Mevrouw Deborah LORENZINO)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

**SP 25.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \*** Le réaménagement de la Rampe du Lion (Question de Madame Deborah LORENZINO) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \*** De herinrichting van de Leeuwenhelling (Vraag van Mevrouw Deborah LORENZINO)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

**SP 84.- \* \* \* \* \*CE POINT EST TRANSFORME EN QUESTION ECRITE\* \* \* \* \*** La restauration de la sculpture de Nasreddin (Question de Madame Bernadette VRIAMONT) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD OMGEVORMD TOT SCHRIFTELIJKE VRAAG\* \* \* \* \*** De restauratie van het beeldhouwwerk van Nasreddin (Vraag van Mevrouw Bernadette VRIAMONT)

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

**SP 85.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \*** L'appel à l'aide de l'Os à Moelle. (Question de Madame Barbara TRACHTE) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \*** De hulpkreet van l'Os à Moelle (Vraag van Mevrouw Barbara TRACHTE)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

**SP 86.- \* \* \* \* \*CE POINT EST REPORTE\* \* \* \* \*** Le bilan du Schaernaval 2016 (Question de Monsieur Axel BERNARD) ==- \* \* \* \* \*  
**\* \* \* \* \*DIT PUNT WERD UITGESTELD\* \* \* \* \*** De balans van Schaernaval 2016 (Vraag van de heer Axel BERNARD)

Ce point a été reporté. ==- Dit punt wordt uitgesteld.

**La séance publique est levée à 19 heures et 15 minutes == De openbare vergadering wordt beëindigd om 19.15 uur.**